

**PIERRE MULELE ET LE MAQUIS
DU KWILU EN RD CONGO**

Témoignage d'un survivant du maquis

© L'HARMATTAN, 2010
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-12055-6
EAN : 9782296120556

THÉOPHILE BULA-BULA

**PIERRE MULELE ET LE MAQUIS
DU KWILU EN RD CONGO**

Témoignage d'un survivant du maquis

L'HARMATTAN

*A ma femme, mes enfants,
mes amis et les partisans...
pour les sacrifices consentis
et l'espérance partagés ensemble*

Remerciements

À mon fils, Bula-Bula Isokuma Médard, pour m'avoir encouragé à rédiger ce récit et pour s'y être investi de manière effective. Qu'il trouve dans cet ouvrage l'accomplissement de son désir.

Introduction Générale

CE LIVRE est un témoignage rendu à Pierre Mulele par un survivant du maquis, Théophile Bula-Bula. Certaines motivations sont à signaler: d'abord, la révolution muleliste a marqué l'histoire du pays, la République Démocratique du Congo; d'autre part, cet homme a été mal compris compte tenu du contexte international de l'époque: la balkanisation du monde en deux blocs, l'Est et l'Ouest. A travers le témoignage, ce livre vise à faire connaître à notre mémoire collective la vraie vision du mulelisme.

On peut demander qui était Mulele, qu'est-ce qu'il voulait, comment s'organisait-il, quels étaient les enjeux de sa révolution et qu'elles étaient les causes de son échec. En effet, tant que la vision du mulelisme ne sera pas claire dans notre mémoire collective, il sera toujours incompris et l'on ne saura pas saisir, à juste titre, la portée de sa vision.

Plusieurs auteurs ont écrit sur Mulele. Ce livre se limite au témoignage d'un survivant du maquis, Théophile Bula-Bula. C'est un récit d'un témoin oculaire, un compagnon de lutte de Pierre Mulele. Il est aussi à la fois une réflexion et une critique des événements du maquis que l'auteur soumet au jugement du lecteur.

Ce récit comprend quatre chapitres : la vie de Mulele avant le maquis, le maquis du Kwilu, la sortie du maquis , l'arrestation et la mort de Mulele.

CHAPITRE 1

LA VIE DE PIERRE MULELE AVANT D'ENTRER AU MAQUIS

CE CHAPITRE porte sur la vie de Pierre Mulele avant d'entrée au maquis. Il est intéressant de saisir le parcours de cet homme pour mieux comprendre sa vision. Ce premier chapitre s'articule en six points: Mulele au banc de l'école, le refus de l'école, le commis à l'administration centrale à Léopoldville, le début de la carrière politique, l'ambassadeur du gouvernement Gisenga au Caire.

MULELE AU BANC DE L'ÉCOLE

J'étais assis sur le banc de l'école moyenne à la mission catholique de Leverville, lorsque Mulele en compagnie de Théodore Bengila arriva. Tous deux venaient du Petit Séminaire de Kinzambi. C'était en 1946. Mulele avait commencé ses études primaires à Kikwit Sacré-Cœur. Par la suite, il passa au Petit Séminaire de Kinzambi pour finalement nous rejoindre en 1946, en compagnie de son ami Bengila, à Leverville. Mulele et Bengila venaient pour entrer en première année pendant que nous nous étions déjà en deuxième année moyenne.

Né à Aten, en 1931, dans le territoire de Ngungu, district de Kwilu, Pierre Mulele était l'aîné d'une famille de deux enfants. Son

père Benoît Mulele fut un aide infirmier à Idiofa et sa mère, Ignace Lwam, une femme de ménage.

Agé de 15 ans, de taille élancée, teint clair et cheveux crépus, Mulele avait un regard vif, un nez écrasé et, des lèvres épaisses. Grand observateur, il était aussi animé d'un sens d'écoute, d'une curiosité et d'un esprit critique prononcés. Il adulait, disait-il, la danse et les promenades champêtres. En tout cas, fort éveillé pour son âge, ce garçon était bien capable de passer une journée entière dans le champ sans s'ennuyer ! Seulement, la mission ne pouvait le lui permettre !

A l'époque, l'école moyenne ne disposait pas d'un poste de radio. Pour satisfaire son énorme curiosité, Mulele se rendait le soir chez les missionnaires, pour y suivre les informations radiophoniques. Le lendemain, aux heures du repas de midi, il réunissait ses amis, dont Théodore Bengila, Fernand Nima, Patrice Matuku, Urbain Mafulu,... et leur rapportait les nouvelles.

A la mission, nous nous sentions comblés. Notre impression était que les prêtres nous considéraient vraiment comme leurs enfants. Ils semblaient se soucier véritablement de la situation socioéconomique de chaque élève. L'école moyenne de Leverville comptait environ vingt, tous étalés sur les quatre années de formation.

Mulele, tout au contraire, avait une autre vision. Il était très critique vis-à-vis de ce paternalisme. Il disait que les prêtres, en dépit de leurs discours moralisateurs, ne pouvaient pas le convaincre. D'ailleurs, disait-il, il n'y avait pas de différence entre leur comportement et celui du commun des Blancs, agents de l'administration coloniale, tant publique que privée.

- « Est-ce égaliser un Blanc, disait-il, que d'être utilisé par lui comme un instrument de travaux forcés tels que l'abattage du bois, des travaux des plantations d'hévéa, de caféier, de palmier à huile, la construction des chemins de fer, des travaux de routes, des ponts, des ports, l'extraction des mines ?

Dans la foulée, il se posait une série de questions traduisant ses véritables préoccupations : comment peut-on vouloir à la fois une chose et son contraire, concilier la volonté de dominer et l'esprit d'égalité entre les hommes créés, tous, à l'image de Dieu ? Comment, dans ces conditions, éviter une insurrection de masses populaires ?

Il était d'avis que pareille révolte ne serait qu'une réaction normale due à la frustration. A ses yeux, cette contradiction était si importante qu'elle ne devait pas laisser les Congolais indifférents ! Cette injustice exigeait une réparation. Cela, d'autant plus que le Noir était utilisé sans être véritablement rémunéré.

Il trouvait injuste les coups de fouets que l'on donnait aux noirs sans considération aucune de leur dignité humaine et du statut de l'homme créé à l'image de Dieu. Comment comprendre qu'un homme civilisé, puisse d'autorité déshabiller son semblable en public, devant ses femmes, ses enfants, ses parents, ses frères et ses sœurs ou devant tous les habitants du village réunis, au motif qu'on est Bulamatadi.. Comment supporter les coups de fouet administrés sur les corps inertes des morts dans une culture où le mort est l'objet d'un profond respect?

Une autre illustration de l'injustice du colon était les exécutions sommaires des Noirs au seul motif de faire asseoir l'autorité coloniale. Tout ce tableau tragique invitait Mulele à réagir violemment et à assumer son rôle messianiste.

En dépit de son discours, il nous était difficile de le comprendre, nous, élèves congolais, imprégnés d'esprit de soumission et sciemment écartés de la scène politique coloniale d'alors. Personnellement, c'est au maquis que j'ai compris la pensée politique de Mulele. Celle-ci se résumait en une phrase : " Récupérer, quoiqu'il en coûte, l'indépendance confisquée".

En 1950, avec ses compagnons, Mulele entre à l'école supérieure d'agriculture de Yaeseke-Alberta, dans le territoire de Bumba. Il quitta Kikwit le 17 octobre 1949 pour arriver à Yaseke-Alberta le 4 novembre 1949. Le trajet Kikwit - Kinshasa se fit à bord du bateau courrier Gaston Perré, et celui de Kinshasa -

Bumba, à bord du bateau courrier Reine Astrid. De Bumba à Yaseke-Alberta, le voyage se fit en camion.

Ce trajet, Mulele le fit en compagnie de Théodore Bengila, Mutuku Patrice, Mafulu Urbain et Nestor Kikuya. Une dame fit aussi partie de ce groupe, Anna Munkuti, mon épouse, qui venait me rejoindre à Yaseke-Alberta, au camp des étudiants mariés.

Les cours commencèrent quelques jours après leur arrivée, dans un climat tout à fait cordial. Fidèle à ses habitudes, Mulele se mit immédiatement à visiter le milieu; il inspecta les camps des étudiants mariés et célibataires, les deux bâtiments scolaires qui dominaient le site, le camp des travailleurs. Il examina enfin le programme scolaire de Yaseke-Alberta.

En somme, il voulait connaître l'image coloniale des assistants agricoles indigènes qu'ils devaient devenir. Ce que serait leur statut et leur rapport avec le planteur belge...Bref, il tenait à savoir si l'enseignement agricole amenait à une justice sociale. Mais après une année d'études, Mulele dû quitter l'école de son propre gré, n'ayant pas trouvé son compte dans ce cursus scolaire dit de future agronome. Mais, comment cela se passa-t-il ?

REFUS DE L'ECOLE

Tout commença par le boycott des cours. Alors que nous nous dirigions vers les salles de classes pour suivre les cours, Mulele, lui, alla visiter les camps des travailleurs pour ne rentrer à l'internat qu'aux heures de midi. Invité par le directeur de l'école, Monsieur Louis Conrotte, qui tenait à connaître les raisons d'un tel comportement, Mulele déclara : « Je me suis trompé, monsieur le directeur, ma place n'est pas ici! ».

Cela nous étonna tous. Comment put-il oser parler ainsi au tout puissant Monsieur Conrotte, un homme que nous craignons et respectons tous! Nous étions tous d'avis qu'il avait très mal agi, que les limites de l'acceptable étaient dépassées et que la foudre allait bientôt tomber sur lui. Mais contre toute attente, ce collègue rebelle bénéficiera de quelques largesses. Le directeur adopta une

attitude de réconciliation. Il l'appela dans son bureau et lui parla aimablement, mais sans pouvoir le ramener à la raison.

Aussi étonnant que cela eût paru à nos yeux, le père Conrotte ne s'arrêta pas là, il lui donna plutôt une semaine de réflexion. Après quoi, il fut reconvoqué au bureau de l'école. Nous étions tous chez Monsieur le directeur entrain d'attendre les conclusions de cette entrevue. Il s'en sortit un constat d'échec : Mulele persista dans son refus.

S'adressant maintenant à nous ses collègues, le directeur déclara à peu près ceci :

- "J'ai tout fait pour que Mulele reprenne ses cours. J'ai même contacté son ancien directeur de l'école moyenne de Leverville, le révérend Père Paul Dom. Comme moi, il l'a encouragé à revenir sur sa décision, il lui a demandé de continuer ses études. Mais devant le refus persistant de ce jeune homme, je n'ai d'autre choix que de l'envoyer dans l'Armée, la Force Publique. Qu'en pensez-vous ? "

Nous étions tous sidérés. Etre envoyé dans l'armée nous paraissait être une punition très grave. Pour des caprices, Mulele compromettait ses chances de devenir un futur cadre pour le pays. Que répondre alors au "qu'en pensez-vous" de Monsieur Conrotte? Il était clair que ce colon était à bout de sa patience, que sa décision était bien prise...D'ailleurs, aucun élève n'osa soulever la main pour répondre.

Contre toute attente, c'est de l'intéressé lui-même que vint la réponse. Et, elle ne manqua pas d'étonner une fois de plus:

- C'est exactement cela mon souhait, monsieur le directeur!

Sans plus attendre, le directeur lui remit la lettre qu'il avait adressée à l'administrateur du territoire devant l'accueillir comme milicien. Très souriant, Mulele ouvrit la lettre dès la réception. Le directeur n'en revenait pas. Après lecture à voix basse, il referma l'enveloppe.

Furieux, le directeur lui fit la remarque en des termes assez sévères :

- Qu'est ce que tu fais-là ?

Et lui de répondre :

- Je connais l'homme blanc, monsieur le directeur. Je ne veux pas qu'il m'accuse de chien enragé. Heureusement que ce n'est pas le cas. Vous avez été correct à mon endroit. Je vous en remercie.

Sourire aux lèvres, Mulele, sorti du bureau du directeur, se donna même la largesse de tendre chaleureusement la main à ses copains, en signe d'aurevoir. Se sentant dans la peau du vainqueur, il prit place dans le véhicule devant l'acheminer à destination, dans le territoire de Bumba.

Ne sachant rien des motifs profonds de ce départ, nous regardions, béats, cette fugue qui était pour nous un sujet de honte.

A Bumba, Mulele ne fit que deux mois. Par la suite, Il transita par Lisala avant de rejoindre Coquillathville. C'est là où il exerça comme milicien au cabinet du commandant de bataillon. Ce fut une aubaine pour cet homme pour qui la vie ne se résumait qu'à la recherche des voies et moyens d'émanciper l'homme noir en général, et le Congolais en particulier. Mais hélas ! Le contexte on ne peut plus défavorable ne s'y prêtait pas. Il y découvrit la face cachée de la Force Publique : un instrument de répression entre les mains du colonisateur, un fer de lance pour écraser toute forme de résistance populaire.

Mais, comme la Force Publique était majoritairement constituée d'éléments congolais, Mulele crut qu'il pouvait élaborer des plans pour son émancipation. Ses plans terminés, il chercha l'adhésion d'un certain nombre d'officiers. Il se voyait prêt à concrétiser son rêve. Il multiplia des contacts avec certains hauts gradés, pour les amener à y adhérer. Malheureusement, les militaires gradés congolais contactés s'avérèrent sans maturité politique. Ils le désavouèrent et l'accusèrent à la hiérarchie militaire

qui trouva en lui un élément dangereux. Il sera transféré à Thysville où il termina son service militaire¹.

COMMIS A L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Revenu à la vie civile, en 1952, Mulele regagna Léopoldville, la capitale du Congo-Belge, où il fut accueilli par ses amis de Leveville. Parmi eux figuraient : Fernand Nima et Théodor Bengila².

Peu après son arrivée, il obtint d'être engagé à la Fonction Publique en qualité de commis à la direction des Travaux Publics du gouvernement central.

DEBUT DE LA CARRIERE POLITIQUE

Dans cette ville, capitale de la république du Congo, Mulele fréquenta assidûment les milieux politiques en gestation. Ceci en dépit de son statut de fonctionnaire de l'Etat, lequel lui exigeait d'être apolitique. Par ailleurs, il continuait à lire abondamment. C'est au travers de ces lectures qu'il découvrit la pensée révolutionnaire et panafricaine de l'émancipation du colonisé et des peuples opprimés.

En 1958, la Belgique accepta la création des partis politiques au Congo-belge. Dès cette ouverture politique, le Parti Solidaire Africain, PSA en sigle, vit le jour à l'initiative de Mulele et de ses amis Sylvain Kama, Fernand Nima et Fernand Munanga. Il en devint le premier secrétaire général. En novembre de la même année, il se rendit en Guinée Conakry et, en mai 1960, fut élu, dans le district du Kwilu, député national. Peu après, il fut nommé ministre de l'Education nationale et des Beaux-arts dans le premier gouvernement congolais que dirigea Patrice Emery Lumumba. Ce gouvernement ne fit pas long feu. Deux mois seulement après qu'il

¹ les étudiants envoyés dans la force publique y passaient deux ans. Après quoi, ils pouvaient se libérer.

² Nima ne termina pas la première année à Yaseke-Alberta, et Bengila, bien qu'admis pour le stage, fut remercié avant la fin de celui-ci.

eut vu le jour, il connût une déstabilisation entretenue par le colonialisme rampant.

AMBASSADEUR DU GOUVERNEMENT GISENGA AU CAIRE

Le Premier ministre Lumumba ayant été évincé, le pouvoir fantoche mis en place imagina des astuces pour faire face au pari de sauvegarder la paix civile. Pour cela, il se tint un conclave à Lovanium du 22 juillet au 2 août 1961. Cyrille Adoula en sortit Premier ministre et Antoine Gizenga, Vice-Premier ministre.

Mais comme on pouvait bien l'imaginer, ce fut simplement un marché de dupes. Quelque temps après, il s'ensuivit l'arrestation du Vice-Premier ministre, Antoine Gizenga qui, par la suite, réussit à se libérer et à s'installer à Stanleyville. De là, il créa son gouvernement. Mulele en fut l'ambassadeur en Egypte, un pays frère et ami.

LES RAISONS DE L'INSURRECTION DE 1963-1968

Beaucoup de choses ont été et continuent à être dites au sujet de Mulele et de l'insurrection de 1963-1968. Des voix allèguent qu'il était un bandit, un voyou, un assassin... à peine quelques esprits éveillés trouvent en lui un héros.

L'absence de convergence sur la lecture du parcours politique de ce digne fils du Congo est le résultat d'une politique démagogique de l'impérialisme. Elle est également la résultante du manque d'intérêt des Congolais pour la politique de leur pays. C'est pour dissiper ce malentendu que nous, témoins de premières heures, avons décidé de répondre à un devoir patriotique, celui d'écrire ce témoignage pour éclairer la postérité.

Le but de la "Révolution Populaire Congolaise" était de renverser le pouvoir fantoche de Léopoldville pour le remplacer par un gouvernement révolutionnaire de salut public. Ceci visait la

récupération de l'indépendance que la Belgique nous donna d'une main pour la récupérer sournoisement par l'autre. La révolution avait donc comme défi de réorganiser l'armée, l'administration, les entreprises d'Etat... Elle devait donc installer un ordre nouveau dans un Congo nouveau.

Qui pouvait croire que sans armes et sans militaires formés, sans base-arrière et sans moyens financiers..., Mulele pouvait résister cinq ans durant à l'armée nationale congolaise bien encadrée par des experts et spécialistes de la guérilla, qu'il aurait réussi à remettre en cause l'ordre impérial si solide et organisé, qu'il aurait convaincu son peuple à s'organiser et à se prendre en charge après 80 ans de paternalisme et de lavage de cerveau ?

L'on comprend aisément pourquoi la riposte de l'impérialiste contre la révolution ne s'est pas fait attendre. Ils savaient que le maquis travaillait pour renverser leur système oppressif basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est pourquoi des hommes au pouvoir, traîtres pour leur nation, combattirent nuit et jour pour une cause dont ils ne connaissaient, en réalité, ni les tenants ni les aboutissants : la cause des capitalistes oppresseurs et exploités. Quel malheur pour ces bourreaux qui ne savaient pas qu'ils étaient, eux-aussi, exploités comme leur peuple !

A l'instar de quelques leaders historiques : Laurent Désiré Kabila, Mao Tsé-toung, Fidel Castro, Kim Il Sung...qui ont combattu, chacun pour une cause juste, Mulele avait aussi mené son juste combat, celui de la libération totale et inconditionnelle des Congolais du joug capitaliste. Il réussit à rallier les ouvriers et paysans derrière sa noble cause. Comme un poisson dans l'eau, il vécut en harmonie avec la masse ouvrière et paysanne.

Que reprochait-on à ce combattant de la deuxième indépendance du Congo ? Sa clairvoyance sur le danger qui guettait son pays au lendemain de l'assassinat de Patrice Emery Lumumba ? Sa lutte pour empêcher sa recolonisation ? Son sens élevé de patriotisme ? Son esprit d'indépendance et de sacrifice ou son courage exceptionnel ? Peut-être le tout à la fois.

CHAPITRE 2

LE MAQUIS DU KWILU

CE CHAPITRE porte sur les événements du maquis. Afin de se faire une idée de ce grand personnage, Pierre Mulele, il est très important de regarder son œuvre pourtant réalisée dans des conditions précaires difficiles à imaginer. Très peu de gens auraient accepté de s'engager dans un combat aussi inégal. Mais lui, armé d'un courage hors pair, convaincu de la justesse de sa cause et de la puissance que représente la volonté populaire, n'hésita pas à prendre le devant de ce combat. Ce chapitre porte sur les points suivants: le départ inexpliqué de Yaeseke-Alberta, au service du capital étranger, intervention de l'armée dans le secteur Nkara, premier Maquis au Congo, les retrouvailles de Mbanda Yansi, de l'organisation du maquis, déclin de la révolution populaire congolaise, conflit Mulele – Kandaka, enlèvement en pays Ngoli, dernière attaque et fin du maquis au Kwilu.

LE DEPART INEXPLIQUE DE YAESEKE-ALBERTA

Le départ inexpliqué de Mulele de l'école supérieure d'agriculture de YAESEKE-ALBERTA restait dans ma mémoire comme un fait étrange (...). Et pourtant, le garçon était à maints égards admirable : Intelligent, éveillé, consciencieux et décidé. C'est au point que séparé de lui depuis 1950, son souvenir m'est toujours resté frais en mémoire. J'étais même préoccupé de son sort

après qu'il eut abandonné, à l'instar d'une fugue, l'enseignement supérieur agricole qui nous paraissait prometteur.

Révolutionnaire-né, Mulele critiquait, point par point, l'action coloniale injuste et raciste. Certes, les hommes passent, mais leurs idées restent. Il m'arrivait souvent de rechercher les matérialités de l'injustice dont Mulele parlait; si le colon était injuste, pourquoi est-il venu nous apporté la civilisation?

AU SERVICE DU CAPITAL ETRANGER

Diplômé de l'école supérieure d'agriculture, je fus assistant agricole indigène aux Huileries du Congo Belge (HCB) de 1951-1959. C'est dans les usines de l'HCB que je me rendis compte de l'injustice belge. Mulele n'avait donc pas tort de crier à qui voulait entendre qu'il y avait bien de l'injuste. Pour s'en convaincre, il suffisait de voir des inégalités très nombreuses entre les travailleurs blancs et noirs, de même niveau, œuvrant dans une même société ! Seulement, le marché du travail n'offrait pas trop de possibilité. Finalement, devant cette injustice qui cachait mal son soubassement, le racisme, je n'avais pas d'autre choix que celui de claquer la porte de l'entreprise pour aller frapper sur celle de l'Administration.

Parti de mon propre gré des Huileries du Congo belge en 1959, je fus affecté comme commis au département de l'Agriculture. Mon séjour au bureau du territoire de Kikwit ne dura que quelques mois. En décembre 1959, je fus retenu comme adjoint de M. Sébastien Balongi, chef de la collectivité Niadi-Nkara. Le séjour de ce dernier à la tête du secteur fut bref. Elu député provincial de Léopoldville en mai 1960, Balongi quitta Nkara, pour aller s'installer à Léopoldville, siège des institutions provinciales. Je fus donc désigné pour lui succéder à la tête du secteur de Niadi-Nkara, en juillet 1960.

La même année (1960) devait voir le jour le sénat. Il devait être composé, en partie par des sénateurs élus et, de l'autre, par des sénateurs cooptés parmi les chefs traditionnels.

Au mois de juin, sous la présidence de M. Decaiser, administrateur de territoire de Kikwit, les dix chefs de circonscriptions qui formaient le territoire de Kikwit élurent un des leurs. Je fus élu sénateur coopté. Pour cette élection, étaient électeurs, les chefs traditionnels qui suivent: Nsenge Pierre de la collectivité de Dwe, Kinkondo Louis de la collectivité de Imbongo, Mafolo de Kilunda, Kamanda de Kipuka, Kitoko de la collectivité de Kwenge, Kimbamaku César de Kwilu Kimbata. Kabeya Fabien de la collectivité de Mikwi, Bula-Bula Théophile de la collectivité de Niadi Nkara et de Kamenga Léon de Nko. La collectivité de Lunungu était également représentée.

Arrivé à Léopoldville comme sénateur coopté, je fus écarté du Sénat par les intrigues de certains politiciens du Kwilu. Incapables de se plier au jeu de la démocratie, ces politiciens n'ont pas hésité de me remplacer par un certain Sébastien Mupondo, visiblement leur homme de main. Celui-ci n'était ni élu ni coopté.

Ainsi déboulonné, je revins à Niadi-Nkara reprendre mes fonctions de chef de secteur. Après avoir fini mon mandat de deux années à la tête de la collectivité, je me résolus de réintégrer le service de l'agriculture. J'y serai tout d'abord affecté dans le territoire de Gungu. Par la suite, je serai muté à Bulungu comme agronome adjoint du district de Kwilu. _

Le 20 janvier 1964, je me trouvais à Bulungu pour faire mon rapport annuel lorsque nous apprîmes la nouvelle du massacre de trois missionnaires catholiques : Pierre Labenz, Nicolas Hardy et Joseph Lefèbvre. Cette nouvelle, annoncée par la radio nationale, fut ressentie comme une foudre. Elle bouleversa tous les esprits. Peu de temps avant ce massacre, la même radio avait annoncé la tuerie par les mulélistes de plusieurs policiers dans la collectivité de Mungindu sur Lutshima. Et après les policiers, nous apprîmes de la même source, l'assassinat par les mulélistes de Monsieur Mbangala, alors administrateur du territoire d'Idiofa, assassinat survenu sur la route Kikwit-Idiofa.

Ce fut un tollé général dans les rangs des fonctionnaires, des hommes d'affaires et des intellectuels, en général. On ne savait quoi faire devant ces multiples attaques qui semblaient viser les

militaires et les nantis. Personne ne comprenait ce que voulait Mulele. Tout le monde était perplexe.

Je me trouvais à Bulungu, sur la rive gauche de la rivière Kwilu, quand la nouvelle annonçant le retour de Mulele au pays tomba dans mes oreilles. Personne ne savait le localiser. La nouvelle de cette seule présence bouleversa le climat dans les milieux politiques congolais. Il représentait un danger réel aux intérêts égoïstes des tenants du pouvoir. Ceci poussa le gouvernement central à ordonner la recherche et l'arrestation de cet homme jugé trop subversif.

Comme une fumée, les rumeurs sur l'arrivée de Mulele parmi nous commençaient à se justifier par des actes. Les premières manifestations de sa présence ne furent pas des sifflements de balles. Mais, plutôt la baisse sensible enregistrée dans le domaine de la production des noix de palme. Et, l'ordre me fut donné de mener une enquête auprès des coupeurs des noix palmistes pour en déceler les causes.

En août 1963, je fis ma première tournée sur la rive droite du Kwilu, dans le secteur Kikongo-Basongo. Le secteur agricole des Plantations Lever au Congo (PLC) de Kikongo-Basongo fut la première étape de ma mission. Bodisa Michel en était le responsable. Cette tournée, je la fis en compagnie de Bafikele Yvon, un agent agricole. Par bonheur, je pus rencontrer un ami, Kabamba Isidore, pointeur de son état. Il me fit la révélation suivante :

- Camarade, vous êtes non seulement un ami, mais aussi et surtout, un père d'une famille nombreuse. C'est pourquoi, je ne voudrais pas voir vos enfants devenir des orphelins. Le terrain où vous vous trouvez maintenant est miné. Rentrez vite chez vous, si vous tenez à la vie. Ici, il se trame quelque chose de grave. Vous le saurez tôt ou tard.

Dans l'entre-temps et en attendant le passage du véhicule de PLC devant nous ramener à l'usine, nous prenions calmement un verre de bière locale, la «nsamba ». De toute évidence, l'atmosphère était visiblement morose. Tout le monde s'attendait à

ce qu'un événement important arrive... Finalement, le camion attendu arriva et nous ramena à l'usine.

A ma descente du véhicule, je fus accueilli par le chef de secteur Bodisa. Notre entretien tourna autour du sujet brûlant : la baisse de la production des noix de palmes et leurs causes éventuelles. Il espérait tirer de moi des explications sur cette baisse. Ce qu'il ne savait peut-être pas, c'est que la primeur de mon rapport devait être réservée, non pas à lui, mais à la direction de l'agriculture. Je ne lui donnai que des réponses évasives.

Après Kikongo-Basongo, mon enquête se poursuivait dans le secteur de Balaka. J'y passai même la nuit. A Balaka, je retrouvai un ami de longue date, Nkama Jean, que j'avais connu aussi bien à l'école moyenne de Leverville (1940-1948) qu'à l'école supérieure agronomique de Yaseke-Alberta (1948-1952).

Je lui posai, entre autres questions, celle de savoir ce qu'il savait sur ce qui se racontait autour de Pierre Mulele. Pour toute réponse, le chef de secteur éclata de rire. Par la suite, il nous fit part de son étonnement:

- Comment peut-il vous arriver, vous agent de l'administration, d'ignorer la présence de Mulele au pays ? Le pouvoir public peut-il rester sans information d'un fait aussi important ? Par où est-il passé pour atteindre Kikwit ? Quant à moi, et en tant qu'ami, je vous assure que Mulele est parmi nous. Et cela, depuis environ deux mois. Je l'ai, personnellement, rencontré deux fois. La première fois que je l'ai vu, il était sur la rive droite de la rivière Kwilu, au niveau du bac Kabamba. Il attendait son ami Théodore Bengila. Celui-ci était sur la rive gauche de la rivière Kwilu, attendant le bac. Après quelques minutes d'entretien, Mulele me pria de taire tout ce que j'avais vu. C'était en juillet 1963. La seconde fois, il est venu jusqu'ici, là où vous êtes. Après un entretien de près d'une heure, il a pris un sac de poissons salés et un autre de riz. Puis, il s'est dirigé vers le secteur d'Imbongo... Pour terminer, Nkama nous dira que Mulele avait un projet ambitieux pour le pays. Et que pour cela, il avait besoin de notre soutien.

A la suite de cet entretien, surtout que les informations reçues concordaient avec les informations reçues au niveau du secteur de Kikongo-Basongo, il allait de soi que ma mission touchait à sa fin. La baisse de la production des noix de palmes était liée à la présence en ce lieu de Pierre Mulele.

En effet, Mulele et ses quatre compagnons de lutte : Théodore Bengila, Léonard Mitudidi, Thomas Mukwidi et Félix Mukulubundu s'étaient installés non loin de l'usine de Balaka. Plus exactement à Lweme, Village dont Bengila est originaire. Ce village est situé à environ 10 km de l'usine de Balaka.

En février 1964, revenant d'un poste d'attache de Pindi station, je reçus un visiteur, Achille Muwata. Ce dernier me parla de la révolution muleliste, de ses avantages et de ses inconvénients. Il me fit part également de la nécessité qu'il y avait de se situer du côté de la révolution. Qu'un danger guettait les anti-révolutionnaires qui par ailleurs, étaient appelés à disparaître, selon les directives reçues. Cette dernière classe était, non seulement, l'ennemi interne du peuple mais aussi, l'allié de l'impérialisme.

Ayant connu Pierre Mulele, Combattant de la justice, je me déciderai de le rejoindre. En mars 1964, j'abandonnerai ma fonction d'agronome adjoint, ma femme, mes enfants que je laissai au banc de l'école, mon salaire de fonctionnaire avec plus de dix mois de retard, ma ferme avec de gros et de petits bétails, etc.... pour me lancer dans un combat pour la sauvegarde de l'intérêt supérieur de la nation congolaise.

Je rentrai à Bienzi, mon village d'origine. Ma mère m'y accueillit en sanglots. Elle qui connaissait bien les rebelles, savait qu'en venant à Bienzi, je m'exposais à un grand risque : les Mulélistes, nombreux dans la contrée, ne pouvaient tolérer la présence dans leur territoire d'un agronome de l'Etat. Je passais à leurs yeux pour un "réactionnaire". Craignant une fin triste pour son fils, elle était tout le temps dehors, lorgnant sur tout mouvement de gens.

Cette dame prévoyante avait toutes les raisons de s'inquiéter. D'ailleurs, la nuit n'était pas fort avancée quand, aux alentours de 20 heures, les Mulélistes informés de ma présence encerclèrent le village. Maman qui continuait à lorgner dehors, revint nous alerter dans la pièce où je me trouvais, entouré de notables. Ceux-ci me conseillèrent de disparaître dans la nature avant qu'ils n'arrivent.

Peine perdue ! Presque au même instant, la porte s'ouvrit et deux mulélistes firent irruption dans la pièce où nous étions. Ceux-ci me donnèrent l'ordre de les accompagner. Le chef du village tenta en vain de négocier avec eux. Un coup de sifflet de leur part et la maison se vit envahie.

A partir de ce moment-là, plus personne du village ne pouvait me parler, encore moins ma mère ! Elle qui pourtant était à mes côtés. Par la suite, ils me demanderont d'aller avec eux, dans leur quartier à Ikubi. Je leur répondis :

- Au même titre que vous, je suis moi-même un révolutionnaire. Ma présence, ici à Bienzi, n'est pas un fait du hasard. Ce n'est pas par votre volonté que j'ai eu à laisser mon travail d'agronome adjoint à Bulungu pour venir ici à Bienzi. C'est parce-que, comme Mulele, je suis moi-même révolutionnaire.

Après que je leur aie ainsi parlé, je les vis s'apaiser. Cela me permit de poursuivre mon discours :

- Je ne voudrais pas que vous me conduisiez dans votre quartier. Je suis plutôt disposé à vous accompagner pour le déplacement de Mbanda yansi, où se trouve Pierre Mulele.

Les notables de Bienzi aussi tenaient à leur fils. Ils demandèrent qu'une équipe soit installée à Bienzi avec en tête, le fils du terroir, Théophile Bula-Bula. Et, c'est finalement, cette dernière idée qui fut retenue. Sans même savoir l'idéal de la révolution, j'acceptai de rester au village comme président du comité du pouvoir populaire. Sur demande de M. Léon Elwe, chef de la mission de Bienzi, un certain nombre de partisans viendront s'y installer. C'est ainsi que se résolut mon cas, à la grande satisfaction des villageois.

INTERVENTION DE L'ARMÉE DANS LE SECTEUR NKARA

En avril 1964, après mon installation comme président du comité du pouvoir populaire à Bienzi, j'eus à accueillir, un soir, deux camions pleins de partisans. Ceux-ci, une centaine environ, étaient armés des arcs et des flèches. Ils provenaient du village d'Ikubi.

Les deux camions s'étaient arrêtés devant mon bureau. Et seul M. Oscar Basandwelo, leur chef de mission, descendit du véhicule. Nous eûmes un entretien de quelques minutes. Après quoi, ils poursuivirent leur course vers le nord de Bienzi, en direction de Kikongo Mitshakila.

Arrivés à Kikongo, Oscar Basandwelo, chef de la mission invita les villageois au rassemblement pour une leçon politique. Mais, au lieu qu'ils viennent au rassemblement, les partisans remarquèrent un mouvement contraire : mécontents de l'appel leur lancé, les villageois se préparèrent à attaquer les maquisards. Ces derniers eurent seulement constater qu'ils étaient encerclés par des villageois bien armés. Les plus peureux d'entre les maquisards cherchèrent le moyen de fuir.

Par la suite, les villageois se mirent à tirer des coups de feu en l'air. Ce qui sema la débandade dans le rang des partisans. Quelques-uns parmi eux se firent prendre dans le filet des villageois puis remis à l'autorité.

Cette nouvelle tomba comme une foudre aux oreilles des partisans restés au camp. Pris de colère, des partisans se permirent d'attaquer les trois villages qui les avaient accueillis : Binkulu, Nsama-Nsama et Mayala. Toutefois, c'était des partisans non encore armés, des partisans qui n'étaient formés ni sur le plan politique ni sur celui de la guérilla. Pis encore, les trois villages, certes voisins de Kikongo, n'avaient ni de près ni de loin participé à l'opération de Kikongo.

Cet acte barbare blessa et bouleversa les esprits des villageois innocents. Sans aucun doute, il réclamait une réparation. Aussi,

afin d'obtenir une réparation et pour des raisons de leur sécurité, recoururent-ils à l'autorité. Quarante-huit heures après cette attaque, les para-commandos lancèrent l'assaut sur tous les villages considérés comme rebelles.

Pendant ce temps, j'avais fait le déplacement de Lapaka, un village situé près de Bienzi. Peu de temps après mon arrivée, M. Tabala Lokie, un ressortissant de Bienzi vint me voir. Il était tout mouillé de sueurs. Il me suivit à Lupaka pour m'annoncer l'imminence de l'arrivée des soldats mobutistes à Bienzi. Cette nouvelle m'obligea à écourter ma visite.

De retour à Bienzi, nous trouverons un calme apparent. Devant cette situation d'incertitude, je décidai de me séparer de ma femme, et de mes enfants encore en bas âges. Ceux-ci se replièrent à Kulandongo, village d'origine de cette dernière. Ce village situé en pleine forêt et distant de la route d'intérêt général, offrait, comparativement à Bienzi, une certaine garantie de sécurité.

La même nuit, après leur départ, il y eut une tornade qui fit que les gardes placées d'un bout à l'autre du village abandonnèrent leurs postes. A 9 heures, Mulembe, partisan de l'équipe de Bienzi en mission de reconnaissance arriva à Bienzi annoncer la nouvelle selon laquelle les soldats gouvernementaux étaient en train de brûler le village de Musenge, à 10 km de celui de Bienzi.

- Que faire ?

Désemparé dans un premier temps, je demanderai à tous les hommes de me rejoindre et aux femmes de s'éloigner du village. Ensuite, il fallait que les hommes aillent renforcer l'embuscade située à 2 km du village. Ce qui fut réalisé.

A peine installés dans nos nouvelles positions, nous assistâmes au vol d'un avion militaire au-dessus de nos têtes. Heureusement, il ne nous avait pas vus ; nous étions cachés sous les bois d'un bosquet. Une heure plus tard, un deuxième avion passa suivi d'un véhicule plein de para-commandos. Celui-ci avait à son bord un partisan fait prisonnier lors de l'attaque du village kikongo.

Ce dernier leur servait d'éclaireur. C'est lui qui demanda au chauffeur militaire de s'arrêter là où nous étions embusqués. Heureusement, pour nous que tout le monde était, sur mon ordre, couché au sol ; à l'exception de deux, les seuls à avoir été découverts par les militaires. Parmi les deux, il y avait un certain Roger Bworo, qui dans sa course, reçut une balle dans le flanc et succomba. Ceux qui, comme moi, étaient allongés au sol en sortirent indemnes. Cette attaque sans précédent de Bienzi fit qu'une bonne partie de la population de la collectivité Nkara gagna la forêt.

PREMIER MAQUIS AU CONGO

Tout commença dans la nuit du 4 au 5 août 1963, lorsque Mulele quitta le village Lweme, pour aller former le premier maquis à Isiet-lankat, au Kwilu. Le 5 août 1963, très tôt le matin, Mulele et ses compagnons tinrent la première réunion du maquis. Ils se décidèrent que Thomas Mukwidi et Léonard Mitudidi devaient retourner à Léopoldville, pour recruter des cadres nationalistes susceptibles de s'engager dans la lutte armée. Mitudidi, fonctionnaire au ministère des affaires étrangères devait préserver également des contacts avec non seulement les pays progressistes africains, mais aussi avec la Chine et le Cuba.

Le 6 août 1963, Mulele commença le recrutement de ses partisans. Parmi les dix premiers, il y eut aussi la présence de Valère Etinka et Léonine Abo. Le premier fut le frère cadet de Bengila et la deuxième, l'unique femme du groupe. Elle devint plus tard, l'épouse de Mulele.

Vers la fin du mois d'août 1963, le maquis comptait déjà en son sein 580 partisans dont 150 filles. Mulele promit d'accueillir au Kwilu tous les nationalistes voulant s'engager dans la lutte armée. Ils devaient suivre une formation politique et militaire de trois mois, avant de retourner dans leurs régions d'origine. A l'issue de la formation, une recommandation leur était faite, celle de créer des bases d'entraînements.

- "Il faut d'abord former des cadres qui vont, à leur tour, préparer la population. Je ne veux pas agir avant trois ans", faisait-il savoir. Malheureusement, le temps, pour réaliser un tel projet, lui fit défaut. Le maquis, à peine installé, fut trahi par des siens propres ! En effet, travaillant à la solde de l'impérialisme, le pouvoir central recruta des hommes du terroir et s'en servit comme agents de renseignements. Ce qui fit que parmi les maquisards, on retrouva des traîtres.

Saisi du problème d'implantation du maquis au Kwilu, le gouvernement de Léopoldville, sans plus attendre, passa à l'offensive. Ainsi commença la répression sans merci des villageois sensés repérer la cachette de Pierre Mulele.

Le 3 septembre 1963, le gouvernement proclama la mise à prix de la tête de Mulele : elle s'élevait à cinq millions de francs congolais. Par la même occasion, il décréta l'envoi vers les régions troublées des troupes d'élites, les paracommandos.

Mulele était toujours avec le peuple et il resta très sensible à leurs problèmes sans cesse croissants. Cela, d'autant plus que le maquis allait de mal en pis. Il était tellement sympathique que les gens étaient prêts à mourir pour lui. Souvent, quand il se trouvait dans une maison et que les militaires y passaient, personne n'osait le trahir. Et, c'est seulement plus tard, après son départ que les militaires, comme sortant d'un rêve, revenaient pour menacer le propriétaire :

- "Mulele était dans votre maison quand nous sommes passés, et vous l'avez caché !"

Le plus souvent, ce dernier faisait les frais de son hospitalité : il était tué !

Les militaires semèrent la mort et la terreur sur leur passage. Le chef du clan chez qui il manquait un enfant, fille ou garçon, payaient cher cette absence : Ils étaient terriblement torturés. Il en était de même pour les parents. Les villageois, hommes et femmes,

devaient se coucher à plat ventre...et subir la torture des militaires: un tel en sortait avec un bras cassé, tel autre avec un sein amputé, des oreilles amputées...Ceci, dans le seul but de les amener à trahir. Ce n'était pas tout. Les militaires trouvaient là une opportunité pour tout rafler : habits, argents, bétail, etc.

Mais, au lieu de révolter les populations contre Mulele, ces actes odieux les encourageaient plutôt à soutenir encore plus, celui qu'elles voyaient comme un guide pour le Congo. Et, Choqué par la violence avec laquelle le gouvernement de Léopoldville réprimait sa propre population, Mulele s'activa à organiser politiquement et militairement ses partisans. L'intention était de contrecarrer la violence criminelle de l'armée mobutienne. Bien que recherché et traqué comme une bête sauvage, Mulele continua à s'activer sur le terrain. Aussi, dut-il, tour à tour:

- former une armée du peuple. Celle-ci fut levée, dans l'unique région du Kwilu, à 100.000 partisans dont 2500 autour de lui, à la direction générale. Des centaines de milliers restants seront dispersés à travers tout le pays dans le but de récupérer l'indépendance perdue et d'éduquer le peuple sur les plans politique, militaire et socioculturel.

Comment cet ancien élément de la Force Publique, ancien ministre de surcroît, pouvait-il accepter d'affronter la puissance la plus redoutable de la planète terre ? Lui, qui connaissait pertinemment bien la capacité de nuisance tant de cette armée que de l'impérialiste dont l'armée mobutienne n'était que le bras avancé?

Durant cinq ans, il parvint à tenir tête aux forces réactionnaires puissamment armées et équipées. N'est-ce pas là une prouesse, un acte de bravoure de la part d'un jeune homme de 32 ans ? Du 5 août 1963 au 24 novembre 1964, la révolution populaire congolaise vola de victoire en victoire, et parvint à récupérer les 2/3 du territoire national et à occuper Stanleyville dont elle fit sa capitale, le 24 novembre 1964.

LES RETROUVAILLES DE MBANDA YANSI

En avril 1964, en compagnie d'une dizaine de partisans de l'équipe de Bienzi, je fis le déplacement de Mbanda où se trouvait le camarade Pierre Mulele. Le voyage ne fut pas aussi facile qu'on pouvait l'imaginer. L'armée mobutienne avait occupé les villages et les points stratégiques. Il nous fallait un guide sûr, Mbanda étant situé à un peu plus de 200 kilomètres de Bienzi. De plus, étant donné qu'il n'y avait pas beaucoup de trafic entre ces deux points, très peu de gens connaissaient bien la route.

Ayant soulevé ce problème, Théotime Isungu, chef d'équipe à Ikubi, et qui était de passage à Bienzi, me rassura qu'il n'y avait rien à craindre, qu'on trouverait un comité de pouvoir populaire constitué dans chaque village. Celui-ci, vivant avec les soldats, était au courant de tout mouvement de l'armée, nous faciliterait la tâche.

Et, c'est-ce qui fut fait. Le voyage se fit à pieds. Bien que trop long, 200 km que nous avons arpentés en cinq jours, ce voyage n'épuisa guère. Il était rendu agréable du fait de l'organisation du comité du pouvoir populaire. Celle-ci avait été d'un succès incontestable. Installé dans chaque village, le comité du pouvoir populaire se chargea de notre déplacement tant sur le plan militaire que celui de notre séjour. Il en fut ainsi également chaque fois que je voulais rejoindre le camarade Mulele à quelque endroit qu'il fut.

Arrivés à Mbanda, nous fûmes accueillis par le service du protocole. Le responsable de ce service, dont je ne me rappelle plus le nom, envoya dix compagnons de route qui relayèrent l'équipe qui m'accompagnait. Je fus introduit donc seul à la cité de l'Etat Major Général.

Le maquis était implanté sur un site splendide. Un cours d'eau clairsemé d'arbres le traversait de l'est à l'ouest. Bien que le maquis regroupait dans sa majorité des jeunes désœuvrés, l'ordre et la discipline y régnaient véritablement. Je fus aussi frappé par l'organisation impeccable du maquis tant sur le plan matériel que sur celle de ses services de sécurité. Sur le plan matériel, le quartier général comprenait des bureaux, l'état major général et un

bataillon. L'état major général se trouvait au sud. C'est là où résidaient les dirigeants du maquis. Le camp bataillon se trouvait au nord et le bivouac du commandant en chef se plaçait au centre, entre les deux camps. Dans la suite, avec les déplacements et pour plus de sécurité, le bivouac du commandant en chef ne se plaça plus isolé au centre, mais dans l'état major, confondu avec ceux des autres dirigeants.

Le face à face avec Mulele ne se passa que trois jours après mon arrivée. Ce fut une joie immense, cette retrouvaille de Mbanda, après une longue séparation de 14 années. En me voyant venir, Mulele cria :

- Tiens ! Qui est-ce que je vois ? Bula-Bula Théophile ! Tu étais donc un révolutionnaire ?

- Oui, camarade ! La preuve ? Je suis là.

Ce jour-là, ce n'était pas en face de Pierre Mulele que j'avais connu à Leverville et à Yaseke Alberta que je me trouvais, mais plutôt devant un grand dirigeant révolutionnaire. Mulele, en tenue kaki, un casque sur la tête, portant des lunettes et des souliers noirs, gardait une barbe qu'il ne voulait pas coiffer. Il portait une grosse ceinture à laquelle étaient attachées, à droite, une baïonnette et à gauche, une grenade.

Notre entretien tourna autour du sujet brûlant de l'heure : la révolution populaire congolaise en cours, sa raison d'être et surtout la formation politique des masses ouvrières et paysannes. De temps à temps, nous eûmes aussi à parler de Yaseke Alberta, de son séjour à Coquilatville, des certains amis; nous parlâmes ainsi des nombreux sujets qui nous préoccupaient.

Au terme de trois mois de formation militaire, politique et idéologique à Mbanda, je fus nommé chef d'équipe dans ma collectivité d'origine, Niadi-Nkara et, ma première équipe fut installée au village Mbeni. Elle était composée d'une vingtaine de partisans.

En août 1964, je fus de nouveau invité à la direction générale, pour être nommé commissaire politique de la sous-direction de

Tebe-Tebe dans la collectivité de Niadi Nkara, tandis que le camarade Isungu Théotime s'occupait de la branche militaire de la même sous direction.

En septembre 1964, je fis ma première sortie en temps que commissaire politique. J'eus à visiter des équipes éparpillées sur toute l'étendue du secteur sous contrôle muleliste. Deux semaines plus tard, à mon retour à la sous-direction, j'apprendrai que le dirigeant de la branche militaire, le camarade Isungu Théotime, avait réuni un certain nombre de dirigeants d'équipes et que rien n'avait filtré de leurs entretiens.

Je pensai au départ que le camarade Isungu Théotime m'en ferait un compte rendu. Mais hélas ! Il n'en fut rien. Cela sentait déjà le pourri. Projetaient-ils un complot contre moi ? La rébellion offrait toutes les possibilités. Il fallait seulement rester sur le qui vive.

Quinze jours plus tard, on m'informera de l'arrivée inopinée d'une délégation venant du quartier général.

- Mais, pourquoi n'atterrit-elle pas chez-moi, fis-je à un camarade ?

- Elle est chez le camarade Isungu. Elle vous arrivera d'un moment à l'autre, un peu de patience.

J'ai compris immédiatement le jeu du camarade Isungu : Il ne voulait pas de moi à la sous-direction.

- Qui dirige la délégation ?

- Un certain Mbongo Mpasi, me dit-il, Commandant d'une des compagnies du bataillon de la direction générale.

J'ai compris que le danger était réel. Mbongo Mpasi était un homme dangereux. Je le connaissais fort bien.

- Quel est l'objet de sa mission ?

- Il est venu vous prendre pour la direction générale, semble-t-il.

- Pourquoi ne vient-il pas me voir alors que je suis là ? Pas de réponse.

Le lendemain, vers 7 heures, au salut au drapeau, tout le monde afficha complet. C'est l'heure que Mbongo Mpasi choisit pour me prendre manu militari. Partis vers 7h 30 de Tebe-Tebe

pour la direction générale, à Kwanga, mon sort, je l'imaginais bien dans ce contexte de maquis, devait être d'avance scellé.

Quarante huit heures plus tard, sans jugement, je me retrouvais en prison. Trois détenus y étaient déjà. Comme moi, chacun attendait son sort. Dans une cave couverte de pailles, ne laissant transpercer que quelques faisceaux de rayons solaires, les condamnés à mort que nous étions, telle était ma conviction, n'avions droit ni au repas ni à la boisson, encore moins à la lumière. Nous étions à l'attente du jour j, voilà tout !

Au troisième jour de mon incarcération, l'on nous fit revenir à la surface tous les quatre. J'ai vite compris que la décision de nous éliminer physiquement était tombée. Je ne sais pas affirmer si mes codétenus avaient la même compréhension de notre sort. Nous passions aux yeux de la révolution pour des réactionnaires.

Nous fûmes donc placés à la disposition du peloton d'exécution, et conduits au cimetière où, sous prétexte de travaux forcés, l'on nous fit creuser notre tombe commune.

Aux environs de 11 heures, le chef du peloton nous fit retourner au maquis prendre le repas. Comprenant la suite des événements, J'ai refusé de manger : moi qui m'étais privé de tout, pourquoi devais-je manger alors que mon exécution n'était que question d'heures ?

Ce à quoi le directeur de la prison, le camarade Kabamba insista pour m'amener à prendre le repas, disant que c'était la règle.

- Pas question, ai-je répondu, je n'ai pas peur de la mort. Seulement, je ne comprends rien de la révolution actuelle. Y a t-il justice oui ou non au sein de la révolution ? Quelle infraction ai-je commise pour être condamné à la peine capitale ? N'ai-je pas le droit de connaître ne fut-ce que cela avant de mourir ? Quel monde voulons-nous bâtir ?

Sur ce, le directeur de prison m'invita chez-lui et me confia :

- "Si tout dépendait de moi, alors vous alliez me poser toutes ces questions. Or, je ne suis qu'un simple agent d'exécution. Que puis-je faire pour vous ? Votre sort est entre les mains du commandant en chef, le camarade Pierre Mulele".

Puis, il me dit :

- "puisque vous semblez ne rien comprendre, je m'en vais parler au camarade en chef".

A son retour, il prit de la viande et du fufufu et m'invita à manger en disant :

- "n'ayez pas peur! j'ai obtenu du camarade en chef ce que vous souhaitez, c'est-à-dire, votre jugement ! En ma présence, ajouta-il, le commandant en chef a intimé l'ordre de convoquer les 12 signataires de la lettre lui adressée pour votre condamnation à mort. Dans quelques jours, vous les verrez ici".

A 14 heures, le peloton d'exécution réapparut à la prison, pour soutirer deux malheureux parmi nous dont les noms m'ont échappé, le choc psychologique lié au sort de chacun de nous, nous avait peut-être empêché de nous connaître vraiment.

Le lendemain lors du salut au drapeau rouge, à 7 heures, nous, les deux prisonniers restants fûmes invités au rassemblement où le camarade Louis Kafungu, chef d'Etat-major général et homme fort du maquis nous reçut. Poitrine bombée et pieds nus, le camarade Kafungu me déclara, devant les partisans réunis en assemblée générale, que mon séjour comme prisonnier prenait temporairement fin. Et que, par ailleurs, les dirigeants de 12 équipes qui avaient acté la lettre de mon accusation avaient été convoqués, en vue d'une confrontation. Puis, à l'intention de la foule présente au rassemblement, le camarade Kafungu tint ce langage :

- L'homme que vous voyez ici, Théophile Bula-Bula, ex chef de collectivité de Niadi Nkara, est accusé d'activités anti-révolutionnaires et doit être abattu, selon une déposition faite par douze chefs d'équipes contre lui. Craignant que certains parmi nous

puissent profiter du mouvement révolutionnaire en cours pour régler leurs comptes, le camarade en chef a décidé de les entendre avant d'agir.

Novembre 1964, la direction, dans ses déplacements incessants était cette fois-là, installée au bord du lac Ndanda. C'est là qu'elle reçut les 12 chefs militaires de la sous-direction de Tebe-Tebe, collectivité Nkara. Quelques membres du comité du pouvoir populaire dont les camarades Gabriel Katshitshi, Lievin Sanduku firent aussi le déplacement de Ndanda.

Assis sur sa chaise longue, Mulele leur adressa les quelques questions ci après :

- Reconnaissez vous avoir écrit, à la direction générale, pour demander l'arrestation et l'élimination physique du camarade Bula-Bula ci-présent, pour cause qu'il est anti-révolutionnaire ?

Aucune réponse ne fut donnée à cette simple question.

- l'inculpé aurait une femme à Longo Kuma Kuma; ainsi, il restait avec vous au maquis la journée, mais la nuit, il partait chez sa femme, au village réactionnaire ci-haut évoqué. Est-ce vrai ?

Pas de réponse.

- Que Bula-Bula a une boutique à Mayoko-Niadi. Que grâce à sa boutique, vous ne manquez de rien ! Est-ce vrai ?

Pas de réponse.

- Que la révolution ne peut avancer parce que Bula Bula dévoile à l'ennemi, tous vos plans d'attaque. Pouvez-vous le prouver ici devant lui ?

Silence absolu.

Mulele se demanda ce que signifiait leur silence devant Bula Bula :

- N'avez-vous jamais envoyé pareille lettre à la direction ? Suis-je donc un menteur, inventant des histoires invraisemblables à votre compte ?

Et, s'adressant à son secrétaire qui était à ses côtés, il lui demanda d'exhiber la lettre et d'en faire une lecture à haute voix. Après lecture, le secrétaire cita les noms des signataires, tous présents au rendez-vous. Confondus dans leur mensonge grossier, ils ne savaient plus à quel saint se vouer !

S'adressant aux délégués du comité du pouvoir populaire, Pierre Mulele leur demanda de s'abstenir de tout esprit partisan et de dire la vérité, et rien que la vérité.

- Connaissez-vous la femme de Bula-Bula qui résiderait à Longo Kuma Kuma ?

- Non.

- Bula Bula a-t-il une boutique à Mayoko Niadi ?

- Non.

- Fait-il, de nuit, le déplacement de Longo Kuma Kuma ?

- Non.

- Si tel est le cas, pourquoi alors lui en veut-on à mort ? C'est sûr qu'il y a de la jalousie. Ils doivent certainement être indignés de voir le dirigeant d'hier traverser le chemin pour se retrouver à nouveau dirigeant de la révolution. Or, tout doit changer maintenant. Les gens qui ont servi le régime capitaliste d'hier doivent disparaître. N'est-ce pas que la révolution populaire congolaise est appelée à renverser l'ordre ancien des choses ?

Puis, revenant aux équipes de Nkara, le camarade en chef leur dit :

- Nous sommes tout à fait d'accord avec le principe énoncé ci-haut. Seulement, tous les cadres d'avant la révolution ne sont pas nécessairement des réactionnaires. Nombreux parmi eux sont des révolutionnaires. Et que dire de moi, Pierre Mulele ? Ne suis-je pas, moi aussi, un ancien dirigeant du régime néo-colonial ?

Pour terminer, Mulele me demanda ce qu'il pouvait faire de mes ennemis :

- La révolution est un couteau à double tranchant. Ces gens vous en veulent à mort ; et, je dois vous dire en toute sincérité que si les faits portés contre vous s'étaient vérifiés exacts, ce serait aujourd'hui votre mort. Qu'en dites-vous maintenant qu'il est établi qu'ils vous ont calomnié ?

- Qu'ils rentrent chez eux, à Nkara, dans l'intérêt de la révolution; et j'ose croire que, sans moi, ils vont faire des bonds en avant. Quant à moi et pour préserver un bon climat, je préfère rester ici à la direction générale. Très satisfait de ma réponse, le camarade Mulele me dit qu'il était aussi de cet avis.

DE L'ORGANISATION DU MAQUIS

Dès son installation, le maquis du Kwilu se caractérisa par une impressionnante organisation. Ce qui lui assura un équilibre politique en dépit de la diversité socioculturelle. Ce maquis fut une véritable école de formation politique, militaire et idéologique, un atout qui faisait cruellement défaut aux Congolais. Celui-ci comme aveuglé, refusait de voir l'état où il avait été réduit, celui de peuple chosifié à dessein.

Pierre Mulele, éducateur politique et idéologique, fut aussi un excellent mobilisateur de masses ouvrière et paysanne. Ce formateur de la conscience nationale tenait à voir son peuple délivré du joug de l'impérialisme belgo-américain.

Semblable à un médecin appelé au chevet de son malade, cet ancien ministre de l'Education nationale n'hésita point à voler au secours du Congo en proie à une exploitation internationale aveugle. "Oh ! Congo, terre de nos aïeux, où sont passés tes dignes fils de diverses tribus tels que les : Bowa, Budja, Bapende...pour te délivrer de ce joug ?"

Sur le plan politique et idéologique, la formation donnée aux Congolais par leurs propres frères fut un événement sans précédent de part le mode de vie qui s'y pratiquait et l'enseignement qui s'y donnait. Mulele dût tailler dans le roc, pour rendre le Congolais

conscient de son état : homme dominé et exploité, esclave dans son propre pays !

L'essentiel du message de Mulele se résumait en un appel à la conscience et à la mobilisation nationale. «A l'instar des autres grandes nations du monde, nous devons nous engager comme un seul homme et mourir, s'il le faut, lorsqu'il s'agit de défendre le Congo ». Souvent aussi, il nous encourageait avec des paroles choc. Pour lui, aucun Congolais digne de ce nom ne pouvait demeurer tranquille, bras croisés, face au drame qui frappait le pays.

L'indifférence à l'engagement patriotique d'une telle importance équivalait à la trahison. Il voyait très mal le brave Congolais, qui lutta héroïquement en faveur de la Belgique durant les deux guerres mondiales, demeurer indifférent lorsqu'il s'agit de la défense de son propre pays.

Il convient de rappeler, que durant la période coloniale, entre les années 1885-1960, le pays avait connu des résistances multiples : la révolte des Batetela (1895), celle des Azandes (1892-1912), celle des Bayaka (1895-1902-1906), ... Mais à la différence de ces révoltes, celle de Mulele fut marquée par son caractère national. Elle s'étendra sur la quasi- totalité du territoire national : de l'est à l'ouest et du nord au sud. Ancien de la Force Publique, Mulele était conscient de la capacité de répression de l'armée de Mobutu, capacité héritée de l'armée coloniale.

C'est pour cela qu'il organisa son mouvement en petits groupes, en la manière des disciples de Jésus qu'il dispersa à travers la quasi-totalité du pays. *C'est comme cela* qu'il somma, désorganisa et harcela les militaires en leur tendant mille et un pièges. Grâce à ses qualités managériales , il put libérer les 2/3 du territoire national.

Mulele prit les armes parce qu'il était convaincu d'une chose : seul un clou peut chasser un autre. Ceci voulait simplement dire que l'impérialiste n'entend qu'un seul discours, celui des crépitations des armes !

Sur le plan social

Le maquis de Kikwit fut organisé en deux grands regroupements :

- les masses populaires révolutionnaires ou masses paysannes ;
- les masses partisans ou combattantes de la lutte révolutionnaire.

Tout révolutionnaire congolais pouvait, sans être inquiété, circuler librement dans la zone libérée. Il n'avait à s'inquiéter ni de sa sécurité, ni de sa restauration ni de son logement. Tout lui était assuré par le bureau du comité du pouvoir populaire institué dans chaque village.

Les masses populaires révolutionnaires, ou masses paysannes, étaient organisées en comités du pouvoir populaire. Ces derniers étaient institués dans chaque village. Ils avaient comme tâches essentielles de donner à manger aux combattants, de sécuriser le village et, en cas d'attaque par les militaires, de recourir aux armes. Ils devaient aussi sécuriser les déplacements des partisans tant sur le plan militaire qu'alimentaire. Et, en cas d'incident grave, le président du comité du pouvoir populaire qui en avait la mission était interpellé par la direction...

Pour éviter tout désagrément, les déplacements des partisans se faisaient de nuit sous l'égide des éclaireurs désignés par le président du comité du pouvoir populaire de la place. Une autre mission du comité populaire était d'informer les masses ouvrière et paysanne sur tout mouvement de l'ennemi.

La masse partisane ou combattante de la lutte révolutionnaire était composée de partisans ou combattants. Ceux-ci étaient préparés pour la guérilla. Ils étaient soumis aux entraînements militaires.

Sur le plan socio-politique

La faiblesse de l'armée réactionnaire résidait dans le fait qu'elle opprimait la masse et brimait le soldat. A l'inverse, la clé de

la victoire pour la révolution devait se trouver dans l'organisation et l'éducation de la masse, d'une part, et la politisation du soldat d'autre part.

Pour faire la différence entre le soldat révolutionnaire et le soldat réactionnaire, le soldat du peuple devait vivre dans la masse. C'est le principe du poisson dans l'eau, un principe cher à Mulele. Il ne lui était pas permis d'aller à l'encontre de la ligne des masses. Par ligne des masses, Mulele entendait recueillir des opinions et critiques de la population et en tenir compte dans la prise des décisions. Ce qui ne fut pas le cas dans le camp réactionnaire.

Pour faire face à l'ennemi, l'armée révolutionnaire devait s'appuyer sur une discipline à toute épreuve. Et la méthode pour instaurer cette discipline de fer était, une fois de plus, l'éducation idéologique et politique. Dans l'armée révolutionnaire, officiers et soldats étaient politiquement égaux. Les officiers devaient vivre et lutter à côté de leurs hommes et se soucier d'eux en permanence. Les uns et les autres poursuivaient le même but, celui de servir les masses populaires.

Huit commandements obligatoires constituaient le vademecum de tout partisan révolutionnaire :

1. Respecter tous les hommes, et surtout ceux vivant avec handicaps ;
2. Acheter, en toute honnêteté, les produits des villageois ;
3. Remettre à temps, et sans problème, tout objet emprunté ;
4. Payer de bon cœur tous objets détruits ;
5. Ne pas frapper ni injurier ;
6. Ne pas détruire ni marcher sur les champs des villageois ;
7. Respecter les femmes ;
8. Ne pas faire souffrir les prisonniers de guerre ni confisquer leurs biens propres, par exemple anneaux, argent, montres...

Comme on peut le constater, Mulele avait recréé un monde communautaire différent de celui du capitalisme ; une société congolaise nouvelle basée sur l'égalité des peuples. Une société sans classe sociale, et amputée de pratiques néfastes du régionalisme, du tribalisme, du clanisme,....

Une société où la femme avait une place, où de jeunes Congolais de tout âge, venus de toute part étaient logés ensemble dans un même bivouac. Une société où l'égoïsme faisait place à l'esprit de partage et de solidarité, à l'amour de la patrie et celui du peuple.

DE L'EDUCATION POLITIQUE ET IDEOLOGIQUE DES MASSES

Les masses populaires et partisans avaient pour obligation impérieuse d'assimiler les leçons politiques. Toutes ces leçons devaient être consignées dans un cahier appelé le catéchisme du partisan. Ils y apprenaient :

- l'organisation administrative, politique, économique et socioculturelle du pays ;
- les faits et méfaits de la colonisation et ceux du néocolonialisme, c'est-à-dire le rôle de l'impérialisme au Congo. Ils devaient connaître ce que c'était l'exploitation de l'homme congolais par l'homme impérialiste.
- Comment conquérir le pouvoir et restaurer la souveraineté populaire ;
- qu'est-ce que la véritable indépendance nationale ;
- établir la liberté et la démocratie nationale ;
- restituer le patriotisme et les richesses nationales au peuple souverain et travailleur ;
- établir un gouvernement révolutionnaire, national et populaire, c'est-à-dire le gouvernement du peuple par le peuple ;
- éliminer la lutte de classes.

LA METHODOLOGIE UTILISEE

Il est clair que celle-ci passait nécessairement par la formation des éducateurs dénommés «commissaires politiques ». La majorité de commissaires politiques était composée d'enseignants venus de différentes paroisses situées dans la zone sous contrôle révolutionnaire.

Ceux-ci avaient, en plus, la mission de traduire les enseignements idéologiques en langues nationales (kikongo, lingala, kiswahili et tshiluba) avant de les enseigner.

Sur les leçons politiques

Tout au début du maquis, à peine installé à Esiet Lankat, Mulele s'activa à la formation politique des jeunes garçons autour de lui. Ses leçons, il les avait consignées dans des cahiers que nous recopions, et que les commissaires politiques traduisaient dans les quatre langues nationales pour les partisans et les paysans. Ceux-ci n'étaient qu'une trentaine environ, au début, avant de devenir de larges masses paysannes et partisans. C'est devant cet auditoire qu'il prononça sa première leçon politique. Jamais le peuple congolais n'avait eu à entendre un discours aussi historique:

- "Nos ancêtres étaient libres et vivaient dans un pays indépendant. Un jour, les Blancs sont venus pour les coloniser. De village en village, ils distribuaient du sel et des poissons salés. Une sorte de troc qui, selon leur entendement, leur donnait le droit sur le sol et sur tout ce qu'il contenait, les hommes y compris. Mais, nos ancêtres refusèrent ce marché. C'est alors que les Blancs firent parler leurs fusils.. Avant d'entrer dans un village, ils tiraient un coup de canon au milieu des huttes, un coup de sommation. Les Noirs que l'on trouvait avec un arc ou une lance à la main étaient fusillés sur le champ.

Après qu'ils aient mater la résistance des autochtones, ils les contraignirent à payer des impôts et à faire des travaux forcés. Puis, comme nous rechignions à la besogne, ils envoyèrent des prêtres avec mission de nous convaincre à travailler pour eux. Cette stratégie ne paya pas beaucoup puisque nous avons refusé de les écouter. C'est alors qu'ils apportèrent la modification que voici: Ils arrachaient des enfants à leurs mères, prétextant qu'ils étaient des orphelins. Ces enfants étaient élevés dans des missions où ils travaillaient durement pour y apprendre la religion des blancs. Que nous raconte-t-elle? Elle nous apprend qu'il ne faut pas aimer

l'argent, qu'il faut aimer le bon Dieu. Mais, n'aiment-ils pas l'argent, eux-mêmes?

Leurs compagnies, comme les huileries du Congo-Belge, gagnent des dizaines de millions de francs grâce à notre sueur. Ne pas aimer l'argent, c'est accepter un travail d'esclave pour un salaire de famine. Ils nous interdisent aussi de tuer. Mais eux, est-ce qu'ils ne tuent pas? Ici, à Kilamba, en 1931, ils ont massacré un bon millier de villageois. Ils nous interdisent de tuer simplement pour nous empêcher de combattre l'occupant. Les prêtres nous défendent aussi de voler. Mais eux, ils ont volé notre pays, nos terres, toutes nos richesses, nos palmeraies...

Quand un Noir vole chez un Blanc, il doit aller le dire à la confesse. Mis au courant, le prêtre ira avertir le patron blanc et le Noir, après la mise en scène d'une petite enquête, sera chassé de son travail et mis en prison".

Un autre discours que le camarade Mulele tint est le suivant :

- "La révolution, nous allons la faire pour chasser les Blancs et nous occuper, nous-mêmes, de notre pays. Mais, pour comprendre la révolution, il faut d'abord connaître les cinq étapes de l'évolution de l'humanité. La société humaine n'est pas immuable, l'humanité progresse par étapes.

L'homme a commencé à vivre dans la société primitive. Les gens vivaient ensemble, à peine différents et séparés des animaux. Ils n'avaient de force qu'en se regroupant. Ainsi, en bandes, ils luttèrent contre les animaux et allaient à la pêche et à la chasse. Ils étaient encore des sauvages et menaient presque la vie des animaux. Ils se démarquèrent ensuite des animaux par l'intelligence: l'homme est un animal pensant. Il n'y avait pas de différence de classes, tous faisaient les mêmes travaux. Ils inventèrent le feu et les instruments de la chasse en pierre et en bois.

Après quoi, ils commencèrent à travailler la terre et produisirent beaucoup de nourritures. La division de travail se créa.

En ce moment, vont surgir les inégalités, la haine et la jalousie. Il y avait des chefs qui dominaient les autres. Puis, des différentes bandes ont commencé à se faire la guerre pour prendre des esclaves qu'ils faisaient travailler pour eux.

On vit la classe des seigneurs qui possédait tout et celle des esclaves qui n'avait aucun droit. Les riches ne travaillaient pas, ce qui leur donna le temps pour organiser une armée afin de mater les esclaves. Ils trouvaient aussi le loisir d'apprendre à lire et écrire.

Aussi, étudièrent-ils les secrets de la nature, inventèrent-ils des instruments pour labourer la terre, tissèrent-ils les habits; la société produisait de plus en plus beaucoup plus de richesses. Mais, la situation des esclaves ne faisait que s'empirer. Comme résultante, ces derniers ne cessaient de lutter contre les tyrans. Finalement, les esclaves refusèrent de travailler et la production régressa.

Alors, les maîtres durent leur accorder la liberté. Il leur était accordé de travailler sur des lopins de terre. Mais, les seigneurs féodaux continuaient à posséder les terres et les instruments de travail. Ils avaient cessé d'être esclaves, pour devenir des serfs. Ils avaient une certaine indépendance, mais ils devaient livrer une partie de leur récolte au seigneur. Dans cette société féodale, la connaissance des hommes a progressé. On a inventé la charrue de fer, la forge, la roue hydraulique. Les hommes ont commencé à apprendre le métier de tisserand, d'armurier, de mounier, de cordonnier...

On a bâti des villes et le commerce s'est développé avec des pays lointains. Mais souvent, les paysans et les artisans se sont soulevés contre leurs exploitants.

Après que les marchands eurent amassé beaucoup d'argent, ils inventèrent les machines. Les riches créèrent des usines et les pauvres, que l'on chassait de leur terre, se virent obligés de se vendre aux riches pour aller travailler, quelque peu comme esclave, dans leurs usines.

C'est le cas des entreprises comme les huileries du Congo-Belge où l'on travaille durement pour un salaire modique. Les usines créent beaucoup de produits différents, en grande quantité, mais tout appartient au capitaliste. Au Congo, les capitalistes belges possèdent les usines, les machines et les richesses du sol et du sous-sol. Ils sont venus razzier les Noirs dans leurs villages, même ici au Kwilu, pour les déporter au Katanga où ils peinent dans des mines sous-terraines.

La révolution socialiste que nous menons va amener les travailleurs et la masse paysanne à contrôler les usines. Avec la révolution socialiste, nous chasserons les capitalistes et ferons tourner les usines au bénéfice de la population qui y travaille".

Les partisans gobaient ce discours. C'était du jamais entendu, personne ne pouvait comprendre un tel message. Il fallait le répéter plusieurs fois. Ce fut la mission que les deux inséparables Mulele et Bengila s'étaient assignés, une mission qu'ils accompliront jusqu'à la tombe.

Mulele considérait que, dans le fonctionnement des usines comme l'Union Minière du Haut Katanga, les mines d'or de Kilomoto, les mines de diamants de Bakwanga, les huileries du Congo-Belge,...le Congo, notre pays, était de facto associé dans la constitution des capitaux de ces entreprises. C'est lui qui apporte le cuivre, le cobalt, l'or, le diamant, le palmier...Pour le maquisard, le Congo en était le principal actionnaire. Et, en tenant compte du principe qui gère les parts sociales des associés, à l'instar des autres associés, le Congo devait bénéficier de ses rentes.

COMPORTEMENT DE PIERRE MULELE

L'exemple est la meilleure leçon, suggère une sagesse. Tous les grands révolutionnaires du monde ont, chacun en leur temps, expérimenté cette évidence. Comme eux, Mulele prêcha par l'exemple aussi bien à l'égard des partisans que des masses populaires et réactionnaires. Il avait un esprit de sacrifice, d'analyse, de justice, de partage, d'indépendance, de démocratie,

d'humiliation à un degré très élevé jusqu'à le hisser au rang des grands révolutionnaires du monde. Pendant cinq ans, il marcha dans la constance de l'idéal de la révolution. Et la discipline était toujours son cheval de bataille.

ROLE DE LA FEMME AU MAQUIS

Le colonisateur belge avait négligé l'éducation de la femme, la refoulant à ses rôles médiévaux, c'est-à-dire l'église, la cuisine et les enfants. A l'inverse du colon, Mulele eut de la femme une perception différente. Il était conscient d'une chose : que l'homme trouvait sa racine dans la femme ! Par conséquent, celle-ci devait être au centre de l'éducation.

C'est la femme qui porte l'enfant en son sein pendant neuf mois. C'est encore elle qui l'encadre le plus longtemps possible : elle lui apprend à s'asseoir, à marcher, à manger, à être poli... c'est autant dire combien est important le rôle de la femme dans la vie de l'enfant et de l'homme tout court.

C'est dire, qu'on le veuille ou non, que la femme occupe le premier plan sur l'échelle des valeurs. Même plus, au travers d'elle, *l'on peut mesurer la capacité de développement d'un pays, rien qu'en jugeant la disposition des femmes à bien assurer l'éducation des enfants.*

Pierre Mulele, ancien ministre de l'Education nationale et des Beaux-Arts, ne pouvait en aucun cas négliger l'éducation de la femme. Il avait compris que, sans la femme révolutionnaire, il n'y aurait pas non plus de révolution congolaise ! Par conséquent, il suffit de faire de la femme congolaise une révolutionnaire pour révolutionner le Congo.

Dans le maquis, la femme, cette créature mystique qui attire comme un aimant et séduit comme un diable, servit de trait d'union entre le maquis et l'armée réactionnaire mobutiste, particulièrement dans le domaine du renseignement. Le maquis pouvait compter sur cette clé passe-partout pour connaître le nombre des soldats

ennemis, le nom du commandant, les différentes armes entre leurs mains, etc.

Des fois, certaines d'entre-elles jouaient un double jeu : partisane de Mulele, elles étaient en même temps utilisées par l'armée mobutiste.

EMMANCIPATION DE LA FEMME AFRICAINE

Mulele savait que la tradition africaine était injuste vis-à-vis de la femme. A titre d'exemple, elle ne permettait pas à la femme d'assigner un homme en justice, de prendre la parole en public, de décider de son propre sort ...la femme ne pouvait pas non plus se mettre à table avec l'homme ou se mesurer avec lui.

Pour remédier à cela, le maquis se devait de créer une société où la justice ne se contenterait pas seulement de réparer l'injustice faite à l'homme congolais en général, mais aussi et surtout à rétablir la femme dans ses droits. Dans ce sens, la révolution posait déjà les jalons de l'émancipation de la femme congolaise. Pour preuve, Gèneviève Mandina fut commandante de compagnie de l'état major à la direction générale, tandis que Nelly Labut, elle, eut à diriger une compagnie au lac Maindombe.

Le mariage au maquis

Le mariage n'était pas interdit au maquis. Mulele, lui-même, se maria au maquis; il en fut de même pour certains de ses cadres :

- Louis kafungi, chef d'Etat-major général ;
- Pierre Nguensung, commandant d'une compagnie de l'Etat-major général ;
- Théodore Ntsolo, commandant de bataillon ;
- Pascal Mundelengolo, idéologue ;
- Laurentin Ngolo, idéologue ;
- Jean llungu, entraîneur militaire, et moi-même pour ne citer que ces cas.

Premier maquisard, Mulele prêchait toujours par l'exemple. Il cherchait toujours à rallier la théorie à la pratique. Sans cette discipline de fer, son maquis mixte, comprenant, rien qu'au quartier général, quelque 2.000 partisans dont 250 filles et 1.800 garçons âgés de 16 à 20 ans aurait connu, à coup sûr, un désastre irréparable.

La discipline de fer au maquis

Ancien ministre de l'Education nationale et des Beaux-Arts, Mulele a su montrer aux yeux du monde ce que c'est qu'être l'éducateur de son peuple. Il se donna comme devoir, celui de transformer le Congolais. Cette vocation se résumait en une idée : Faire du Congolais, un homme dépourvu de culture politique, un patriote conscient et responsable de ses actes. Et partant, un nationaliste soucieux des intérêts supérieurs de sa nation.

Il savait que son peuple était dominé, exploité et appauvri par le seul fait que l'éducation nécessaire lui faisait défaut. Voilà pourquoi le camarade Mulele privilégia l'éducation politique des masses paysannes et ouvrières. Or, l'éducation rime avec la discipline. Et, Il ne suffit pas d'élaborer un code de bonne conduite pour se faire entendre. Il fallait avant tout prêcher par l'exemple. Et, ceux qui faisaient partis de la direction générale devaient abonder en exemples!

Premier cas d'indiscipline caractérisé

Pour des raisons évidentes liées à la sécurité de la centaine de filles partisans à la direction générale, le camarade Pierre Mulele avait résolu de les abriter auprès de quatre camarades, tous membres du noyau révolutionnaire congolais. Il s'agissait de:

- Lui-même Pierre Mulele,
- Louis Kafungu
- Théodore Bengila
- Théophile Bula-Bula.

Une nuit d'avril 1965, à Malela, vers minuit, le camp se réveilla en sursaut. L'alerte fut donnée au maximum. Et pour

cause ? Une main inconnue avait touché une fille se trouvant dans le bivouac du camarade Pierre Mulele ! En criant à tue-tête, celle-ci avait déjoué une probable tentative d'abus sexuel.

L'ordre sera instamment donné de rassembler tous les partisans. Ce qui fut fait. Des patrouilles parcoururent le camp dans tous les sens. Des éclaireurs envoyés rentrèrent au camp le lendemain sans la moindre nouvelle d'un éventuel ennemi. Les patrouilleurs reviendront, lassés et sans atteindre une hypothétique cible.

Que s'était-il passé, la nuit, dans le bivouac du camarade Pierre Mulele ? L'histoire de la main inconnue, était-ce un rêve ou une réalité ? Un fait aussi insolite, survenu dans le bivouac du n°1 du maquis, pouvait-il être classé sans suite ? Celui-ci comprit très vite que certains partisans, amoureux des filles de son bivouac, leur rendaient visite la nuit. Aussi, fallait-il mener une enquête, en vue de déterminer la nature exacte de cette visite.

Etant le responsable de la justice au maquis, mener cette enquête relevait de mes attributions. Il me fallut donc auditionner l'une après l'autre la trentaine de filles logées chez le camarade en chef. Cela s'avéra un exercice délicat. Aucune d'elles n'avoua avoir d'amant. Il fallait donc recourir à la méthode forte.

Cette dernière paya. La demoiselle Sindani Elisabeth finit par avouer. Selon elle, Bengila Théodore s'était trompé de cible. C'était bien lui le visiteur. Il appartenait au camarade Bengila de confirmer ou d'infirmer cette accusation. Ce dernier ayant reconnu les faits, fut mis aux arrêts.

Deuxième scandale

Grand révolutionnaire pourtant, Bengila, un homme modeste, effacé et intime, n'avait jamais ouvert son cœur et livré le secret de sa vie privée à celui qu'il aimait tant, Pierre Mulele, son inséparable ami jusqu'à leur dernière demeure. Comme pour le premier cas, il a fallu forcer la main de mademoiselle Angantoto, son amante, pour savoir que Bengila l'avait rendue grosse.

Or, Mulele et Bengila constituaient le noyau dur qui rayonnait sur l'ensemble des partisans. Ils présentaient une identité de vue et de conception, et constituaient une unité de commandement admirée par tous les partisans. A deux, ils constituaient une ligne révolutionnaire qui faisait la fierté du maquis. Le camarade Bengila n'était pas n'importe qui dans les rangs des maquisards : Il était co-fondateur dans l'implantation du premier maquis au Congo, co-rédacteur du code de bonne conduite au maquis...

De ce fait, personne ne pouvait comprendre la bassesse de son comportement. Et pourtant, le mariage était autorisé au maquis qui en comptait même plusieurs. Mulele fut obligé de l'envoyer cette fois-ci dans son village natal où il séjourna jusqu'à l'accouchement de son amante.

Cas spécial de Abo Léonie

Pierre Mulele ne s'arrêta pas là. Pour lui, Léonie Abo, sa femme pourtant, devait avoir une part de responsabilité. En sa double qualité d'infirmière et de chef de peloton-filles, elle ne pouvait prétendre ignorer une grossesse aussi avancée. Pourquoi ne lui en a-t-elle pas parlé ? Aussi passa-t-elle devant la justice pour complicité.

Devant la justice, la camarade Léonie se déclara totalement ignorante de l'affaire. Elle eut beau clamé son innocence, mais personne ne fut convaincu. Le commandant en chef exigea qu'elle soit sanctionnée pour mensonge et manquement grave à ses responsabilités. Et, c'est ce qui fut fait selon les normes internes.

Cas de justice distributive

Mulele ne cessait de nous répéter qu'*une minorité de compatriotes vivait dans le luxe et l'opulence, exploitant la grande partie de la masse qui se voyait ainsi plongée dans la misère la plus noire. Il se demandait comment une telle société pouvait prétendre vivre en communauté.*

Il arrivait parfois qu'on soit à 2.000 partisans à la direction générale, sans compter les visiteurs toujours nombreux. Les cuisiniers devaient préparer pas moins de 2.000 boules de fofou, pour les partisans.

Le partage se faisait de la manière suivante : On servait en premier lieu les partisans, en commençant par les malades, puis les femmes enceintes et les nourrices. Puis, venait le tour de ceux qui étaient de garde ou en embuscades. Enfin, on servait le reste des partisans. Ce n'était que bien tardivement, lorsque tout ce monde avait été servi que nous, commandants, pouvions l'être à notre tour.

En tout cas, Mulele n'autorisait personne, y compris lui-même, à manger avant les combattants. De plus, pour nous qui mangions avec lui : Louis Kafungu, Théodore Bengila, Léonie Abo, Théophile Bula Bula, même lorsque le repas était servi, nous devions attendre de recevoir son ordre avant de manger.

Le sens communautaire de la vie était très poussée chez le camarade Mulele. Un jour, un villageois lui offrit un coq. Il donna l'ordre qu'on le découpât en de tout petits morceaux et qu'on le mélangeât aux feuilles de manioc de tout le monde. Ainsi, nous avions tous mangé ce coq.

Cas de sacrifice pour libérer le Congo et son peuple

Une fois, maman Ignace, sa chère mère, vint lui prodiguer des conseils. Elle voulait amener son fils à abandonner la lutte, sous prétexte que le peuple en souffrait atrocement. La réaction de Mulele dépassa toute imagination : Il fit venir un sac vide et le remit à sa mère en la sommant de le remplir de sable ! Et, après que le sac ait été rempli, il demanda à sa mère de le mettre sur la tête. Après quoi, il lui dit : « voilà, maman, c'est pourquoi je lutte ».

Destruction du pont sur la Lokwa

En mars 1964, les mulélistes mis au courant de l'attaque imminente de leur camp à Ikubi par l'armée gouvernementale,

prire des dispositions pour soit les surprendre, soit pour organiser une contre attaque et, au pire des cas, détruire les ponts et les routes. Le pont Lokwa dans les environs immédiats de la paroisse catholique de Pindi avait été la première cible; il fut détruit. Toutefois, quand bien même que cette opération fut parfaitement réussie, elle n'empêcha nullement l'armée mobutiste d'envahir la zone sous contrôle muléliste et de s'y installer. La raison du plus fort s'étant avérée, une fois de plus, la meilleure.

Le 30 juin 1964 à Kimpata Iku dans le Kwilu et, au mois de juillet de la même année à Kikwit, les mulélistes livrèrent leurs batailles les plus décisives. La première bataille, celle de Kimpata Iku, sur la route Kikwit-Idiofa, connût un succès retentissant. Ce qui fit croire à plus d'un partisan qu'ils étaient invincibles.

En effet, Mulele fut un fin stratège. Evitant le face à face avec l'armée, il les surprenait plutôt dans des embuscades, à telle enseigne qu'il n'encaissait presque pas de pertes en vies humaines. Cette facilité qu'il avait de constamment préserver ses hommes de troupes alimenta des spéculations en sens divers. C'est ainsi que, dans l'imaginaire collectif, il se répandit la nouvelle selon laquelle Mulele et ses hommes ne mouraient pas de balles.

La deuxième bataille, celle de la ville de Kikwit, préparée à la hâte, fut un cuisant échec. L'armée mobutienne bien organisée et bien équipée prit vite le dessus. Les militaires, enthousiasmés par leur succès, dispersèrent les partisans dans la ville, avant de les poursuivre jusqu'au bord de la rivière Kwilu.

Un certain nombre d'entre eux, non habitués à la pratique de la nage, périrent noyés dans la rivière. Ce qui augmenta le nombre de pertes en vies humaines. La peur de mourir de balles de l'ennemi gagna un bon nombre d'entre-eux, d'autant plus que beaucoup de ces partisans étaient à peine formés. Ceux qui se croyaient être immunisés contre les balles, une fois à côté de Pierre Mulele, retrouvaient la dure réalité.

En réalité, la victoire des mulélistes avait été de courte durée, seize mois à peine. Et, cet échec était quelque peu prévisible tant ses causes en étaient perceptibles. L'on sait que Mulele voulait se

donner trois ans avant d'agir, le temps nécessaire pour former et éduquer les masses paysannes. Et ce temps, on le sait, il ne l'a pas eu. A part cela, il y avait lieu de signaler le manque criant d'un parti politique d'avant-garde, susceptible d'encadrer les masses combattantes, des cadres politiques conscients et compétents ainsi que des moyens logistiques et financiers... dans lesquels s'était empêtré le maquis.

DU DECLIN DE LA REVOLUTION POPULAIRE CONGOLAISE

La défaite de la bataille de Kikwit sonna le glas de la révolution. Nombreux étaient les partisans qui, à leur retour au maquis, n'avaient plus de moral pour la bataille. La peur de mourir par les balles ennemies commençait à ronger les esprits des combattants, amenant ainsi le maquis à enregistrer ses premières défections.

Par ailleurs, les cadres du maquis étaient pour la plupart des enseignants et des finalistes d'écoles secondaires. Mettant le boucher double, le gouvernement augmenta et libéra les salaires de ce groupe de fonctionnaires. Conséquence de ce geste, beaucoup d'entre eux désertèrent les rangs des forces de la révolution.

Avec l'inversion de la tendance, l'armée mobutienne occupa progressivement les zones délaissées par les révolutionnaires. L'impact de cette occupation fut néfaste pour le quartier général. Ce dernier se trouva isolé de ses équipes et fut, en conséquence, affaibli.

Les équipes de partisans furent toutes isolées, non seulement les unes des autres, mais aussi du quartier général. Pour ainsi dire, elles se retrouvèrent abandonnées à leur propre sort.

Nonobstant cela, arracher les armes des mains des soldats était aux partisans un principe à observer à tout bout de champ. Pour y parvenir, ils s'employèrent à creuser des trous et à tendre des pièges aux militaires. Grâce à cette tactique, plusieurs armes et munitions passèrent aux mains des partisans.

Isolé de ses équipes, le quartier général était devenu la cible privilégiée de l'armée mobutienne. Comme si l'attaque terrestre ne suffisait pas, les bombardements aériens viendront apporter leur lot de malheurs. A telle enseigne que les partisans rebaptisèrent le quartier général, cible de ces nombreuses attaques, du nom de « Masasi », car partout où il se trouvait, les balles de l'armée venaient pleuvoir.

Mais, en dépit de ce chaos, le rusé Pierre Mulele restait serein. Il était rassuré d'une chose: tant que l'herbe serait haute, il pourrait encore se permettre de se dissimuler.

Cas d'encerclement de la direction générale

Les encerclements du quartier général furent fréquents. Une fois, nous étions encerclés par des militaires. Désarmé, tout le monde se regroupa autour de Mulele. Beaucoup de partisans avaient peur. L'on entendait certaines voix s'élever par-ci et par-là : Qu'est-ce qu'il faut faire ? Par où doit-on aller ?

Mulele assis sur une chaise longue, s'étonnait de voir la foule à ses côtés. Et, feignant tout ignorer, il demanda :

- Qu'est-ce qui se passe ?
- Il y a des militaires autour de nous.
- Et alors ? réagit-il.

Puis, il fit venir le chef d'Etat major général, le camarade Louis Kafungu et le commandant bataillon, le camarade Théotine Nsolo, pour leur demander de lui établir un plan d'urgence. Pendant ce temps, il prit, lui-même, sa mitrailleuse et la posa sur son épaule. Maman Léonie Abo, qui ne le quittait presque jamais, fit de même.

Le camarade Mulele ne courait presque jamais. Quand il prenait le devant, tout le monde se ravivait et le suivait. On sentait en lui quelque chose d'extraordinaire que plus d'un assimilaient à une force mystérieuse. Le plan établi, les forces révolutionnaires avancèrent en direction de l'armée mobutienne. Cette stratégie

paya parce que l'armée qui ne s'attendait probablement pas à un tel défi, recula. Ce qui nous permit de nous éloigner.

Visite de Kalavanda

Un événement à savoir, la visite de Kalavanda, un homme d'affaires d'Idiofa, qu'accompagnait un photographe, Antoine Kayoko, marquera, pendant ce temps, la vie du maquis dans ses relations avec l'extérieur.

Replié dans la forêt de Mbembele Impasi, dans le secteur de Kalanganda, territoire d'Idiofa, le quartier général reçut dans la matinée du 31 juillet 1966, la visite de Kalavanda. Celui-ci était un homme d'affaires d'Idiofa. Il arriva au maquis accompagné d'un autre homme, Antoine Kayoko, un photographe. Les deux hôtes venaient de Léopoldville. Pour la première fois de son existence, et grâce à la photographie, le maquis avait l'occasion d'affirmer à la face du monde son existence. L'occasion était donnée aux partisans de se livrer à un reportage photographique.

Avoir une photo souvenir pour les siens, l'épouse, les enfants, son père, sa mère, etc. devint une préoccupation. D'autant plus que l'espoir de les retrouver s'amenuisaient chaque jour.

C'est pourquoi, sourire aux lèvres, ils se ruèrent tous vers le photographe. Celui-ci se trouvant dans l'impossibilité de satisfaire chacun d'eux, pallia cette énorme demande, en les rassemblant en petits groupes.

Mulele, initiateur de la rencontre, tenait à soulager, autant qu'il pouvait, la misère de ses partisans. Les maquisards étaient dépourvus de tout. Ils n'avaient ni habits, ni sel ni savon, encore moins de produits pharmaceutiques. L'homme d'affaires faisait la navette entre Idiofa et Léopoldville. Il était de ce fait une aubaine pour ces hommes.

Après un entretien à deux pendant près de trois heures, un accord en vue d'un approvisionnement du maquis en biens de première nécessité fut signé entre ces deux hommes. C'est dans

l'après-midi de ce 31 juillet 1966, que monsieur Kalavanda prit congé de Mulele. Ce dernier lui remit une malle pleine de billets de banque en guise de sa première commande.

Ironie du sort

Quelle ne fut pas la surprise des partisans en général et de Mulele en particulier de voir Kalavanda disparaître dans la nature ! Peut-être continue-t-il encore à rassembler les colis commandés!

CONFLIT MULELE - KANDAKA

Le malheur ne vient jamais seul, dit-on. Alors que la direction générale traversait une période critique, voici que Pierre Kandaka, un vaillant commandant dans le territoire de Gungu, celui-là même que Mulele nomma commandant de la zone militaire du sud, se rebella contre ce dernier.

Deux faits importants avaient été à la base de ce volte-face de Kandaka, à savoir : le non-respect des consignes données et la soif du pouvoir.

1. Le non respect des consignes données

Le mot d'ordre du quartier général était clair : tous les butins de guerre devaient être gardés au dépôt central, c'est-à-dire à la direction générale. Curieusement, ce ne fut pas le cas pour Kandaka qui, lui, entretenait des dépôts parallèles et clandestins.

Saisi de l'affaire par une plainte de partisans, le quartier général le convoqua pour l'entendre à ce sujet. Il sera jugé par un tribunal militaire présidé par le chef d'Etat-major général, le commandant Louis Kafungu et, en fut condamné pour détournement des biens publics et abus des biens sociaux.

Le poste de commandant de zone militaire de Gungu ne pouvant rester trop longtemps vacant, Kandaka ne purgea qu'un mois de prison. Par la suite, il regagna son poste d'attache, avec

obligation de remettre tous les butins à la direction générale. Sorti de prison, Kandaka garda une dent contre les Babunda, tribu dont était issu Mulele.

2. La soif du pouvoir

En juillet 1964, la décision pour attaquer la ville de Kikwit fut prise. Le plan d'attaque, une opération combinée et simultanée, divisa la ville en trois zones : Le camp militaire comme une première zone, la ville basse comme une deuxième et la cité, comme troisième zone.

Et, les différents rôles pour cette attaque étaient distribués entre les mains de trois personnes : Le commandant Kandaka devait diriger l'attaque contre le camp militaire, le chef d'Etat-major, devait la mener contre la ville basse et le commandant bataillon Nsolo, lui, devait s'occuper de la cité.

Arrivés près de la ville, le commandant Kafungu se mit à contester le plan préétabli. Un débat s'en suivit.

« Les murs ont des oreilles », renseigne une sagesse. Les bruits de leur discussion parvinrent à l'oreille de l'ennemi. Finalement, était surpris celui qui croyait surprendre. L'ennemi, bien au parfum de l'imminence de leur attaque, prépara sa contre-attaque. En définitive, l'attaque de Kikwit fut une catastrophe aux conséquences incalculables.

De retour au quartier général, le commandant Kandaka exigea que le chef d'Etat-major général, le commandant Kafungu soit jugé et condamné pour manquement grave. Quant à lui, il se voyait prêt à assumer les fonctions de ce chef qu'il voyait déjà déchu.

Hélas ! Il ne se passa rien. La direction qui souffrait déjà du manque de cadres, limita les sanctions à de simples réprimandes. Kafungu fut maintenu comme chef d'Etat-major. Ce qui parut une injustice aux yeux de Kandaka. Puis, un peu comme s'il avait perdu la tête, il déclara : « C'est toujours la même chose. Ce sont les mêmes, les Pendes qui se font massacrer au combat. Nous ne reviendrons plus dans cette direction générale où les Mbunda sont les seuls maîtres. Nous ferons notre propre révolution, chez-nous ».

Kandaka envisagea par la suite de retourner dans sa zone du sud, le territoire de Gungu. Après avoir mûri cette idée, il s'installa à Katenga, dans la collectivité de Kondo. Il pu réunir autour de lui tous les chefs d'équipes tant politiques que militaires. Cette mobilisation avait pour visée de parvenir à une prise de position commune, face aux Bambunda. Les raisons évoquées ci-dessus faisant foi, ils décidèrent de créer une scission au sein du mouvement muléliste.

Considérant que Kandaka avait outrepassé la mesure et que sa démarche risquait de saper l'action révolutionnaire, Mulele alla à sa direction et s'arrêta à Kifuza, à quelques 2 km de Mukedi. C'est à cet endroit que Kandaka avait érigé son quartier général.

Sur la route de Kifuza, au niveau de Lwende Nzangala où il fit une escale de quelques jours, Mulele envoya, pour une ultime tentative de réconciliation, une délégation conduite par Baudouin Kasandji, un chef d'équipe pendu. Celui-ci était chargé de remettre une lettre à Kandaka.

Arrivés à Mukedi, Kasandji et ses hommes furent arrêtés et battus à mort. Kasandji le corps mutilé et couvert de plaies, revint escorté par des rescapés. Il était amputé du bras droit. Sa vie, il la devait aux amis qu'il avait parmi les partisans de Kandaka. Ceux-ci l'avaient reconnu comme un homme de bien et lui ont préservé la vie.

Son rapport de mission fut troublant. Cela était d'ailleurs prévisible. Mulele n'avait plus d'autre choix que d'user de la force pour mater la rébellion. En avril 1965 éclata une guerre que l'on pouvait qualifier d'absurde. Elle opposa les maquisards entre-eux, les promulélistes d'un côté et, de l'autre, les partisans de Kandaka. Ce dernier groupe était composé essentiellement des Bapende.

Cette guerre inutile était la pire des choses ; elle servit à l'ennemi, c'est-à-dire l'armée de Léopoldville. Cette dernière, de manière insidieuse pénétra jusqu'au cœur de la révolution. L'armée mise au courant, bondit sur l'occasion pour éventrer la révolution. Les militaires utilisaient la masse paysanne comme un bouclier humain. Souvent, ils étaient dissimulés et déguisés en

civils à l'approche du quartier général. On disait qu'ils étaient à une distance de un kilomètre de ce quartier. Et, Mulele s'y trouvait.

C'est tard, alors que l'armée prenait position pour attaquer, que partit le premier coup de feu du maquis. Et, ce fut comme si l'armée n'avait attendu que ce déclic pour faire pleuvoir sur le maquis son artillerie : les mortiers, les grenades... venaient de toute part. La débandade fut totale dans les rangs des maquisards. La panique engendra le sauve-qui-peut général. Les uns et les autres fuyant, abandonnèrent leurs biens.

Cependant, aucune perte en vie humaine ne fut déplorée. Et cela grâce aux bois, d'une part qui forment un bosquet tout autour du village, et de l'autre à la nature accidentée du terrain qui nous offrait un couloir de sécurité.

Toutefois, la réalité était que la révolution venait, peut-être là, de subir un coup de grâce. Son noyau dur, le quartier général, venait de s'écarter. L'armée n'avait plus qu'à imposer sa paix, celle des armes.

Encerclés par des militaires, errant dans la savane dénudée de Sembo, les maquisards n'avaient que très peu d'espoir de leur échapper. Pendant plus d'un mois, l'armée campa côte à côte avec les insurgés. Ils étaient harcelés à longueur de journée.

Comme si cela ne suffisait pas, la savane était brûlée. La visibilité aidant, les maquisards se virent, une fois de plus, soumis aux bombardements intensifs des hélicoptères volant à basse altitude ; le bois étant inexistant sur cette étendue de terre. Ce sont ces bombardements qui furent à la base de la séparation de Pierre Mulele avec son chef d'Etat-major général, le commandant Louis Kafungu.

Déchirée en deux équipes, l'aile Mulele se dirigea vers le nord dans le territoire d'Idiofa, tandis que celle de Kafungu alla au sud, dans le territoire de Gungu.

Cette séparation fut mortelle pour la révolution, car elle en accéléra la chute. En effet, dans le Nord où il était parti pendant 17

mois environ, de juillet 1966 à novembre 1967, Pierre Mulele ne livra pas combat. Et cela, compte tenu du rapport des forces inégal. Toutefois, il continua comme à l'accoutumée, ses opérations de routine : les embuscades, les trous sur la route, etc....

Du Mouvement Populaire de Révolution, M.P.R en sigle

Mulele était terré dans le nord d'Idiofa, lorsqu'il apprit, par la voix des ondes, la création de deux partis politiques au Congo. Cette nouvelle était annoncée par la radio nationale. En effet, le président de la République Joseph Désiré Mobutu avait usé de ses prérogatives pour en autoriser la création. Et cela, pour couper court à la multitude des partis politiques au pays. Il y en avait 150 à l'époque. Mulele en fut très content. Enfin, notre pays, le Congo sera doté de deux partis politiques dont il pensait que l'un serait de droite et l'autre de gauche.

Mulele voyait en cette annonce, une reconnaissance implicite de son mouvement insurrectionnel. De là, il s'empessa à réunir son Etat-major. Lui qui prônait toujours la création d'un parti politique, trouva là une occasion propice pour le faire.

Sans plus attendre, le 22 mars 1967, au camp Nkoso Nsimansie dans le nord d'Idiofa, Pierre Mulele, Théodore Bengila, Pierre Ngwensung, Bernadette Kimbadi, Théotime Nsolo et Théophile Bula-Bula se réunirent, dans le but de trouver la dénomination du parti. Au début, Mulele ne participa pas à la recherche du nom. Il insista seulement pour que ce nom puisse contenir deux termes qu'il estimait incontournable. Il s'agissait des mots : révolution et populaire.

Plusieurs propositions lui furent soumises ; mais pas une seule ne lui apporta satisfaction. Comme nous approchions du délai buttoir que nous nous étions fixés, il nous proposa comme dénomination le Mouvement Populaire de la Révolution, M.P.R. en signe.

C'est à l'unanimité que cette dernière fut approuvée et, le 23 mars 1967 au camp Nkoso /Nsimansie, une délégation fut

constituée pour se rendre à Léopoldville et informer les autorités de la création du parti.

Le 24 mars 1967, la délégation quitta le maquis avec un certain nombre d'enveloppes destinées à :

- la Présidence de la République, au devant du Palais de la Nation ;
- la représentation de l'O.N.U. au Congo, sis Boulevard royal et
- la Cour Suprême de Justice, sise Palais de la Justice.

Consignes données

Tous les courriers devaient être déposés aux heures de nuit, devant les édifices indiqués, sans jamais informer qui que ce soit à Léopoldville.

L'opinion tant nationale qu'internationale se souviendra qu'après la proclamation du 22 mars 1967 par le président Joseph Désiré Mobutu, réduisant à deux le nombre de partis politiques, et en attendant celui de l'opposition pour en faire deux partis, seul le «Corps des Volontaires de la République », C.V.R. en signe, parti initié et animé par lui-même, avait le droit d'exister.

Les absents, ont toujours tort, dit-on. Et la justice n'est pas de ce monde, ajoute-t-on. Toujours est-il que le Président Mobutu, vraisemblablement après avoir pris possession de la lettre du 24 mars 1967, réunît, du 19 au 26 avril 1967, les membres de son parti le CVR, pour créer le M.P.R.

Ceci soulève quelques questions : Comment le Président de la République , garant de la nation, pouvait créer un mouvement populaire de la "révolution" ? Contre qui se serait-il révolté ? Une maxime dit que c'est le pigeon, le vrai tireur, qui abatît l'éléphant, mais l'honneur revient au coq de chanter le chant de la victoire. Il en fut de même pour le Mouvement Populaire de la Révolution, MPR, œuvre personnelle de Pierre Mulele.

Celui qui a mis au prix la tête de Pierre Mulele, à 5 millions de francs congolais, et qui a envoyé ses troupes d'élite, des paracommandos, pour semer la mort et la désolation, piller et brûler des villages entiers... allait se dire président du MPR ! Il n'y avait pas meilleure façon de se moquer de tout un peuple si pas de se rendre soi-même ridicule !

Enlèvement en pays Ngoli et percée ratée vers le kasaï occidental

Dans sa tentative d'approcher le front de l'est où se trouvait le camarade Che Guevara, Mulele devait traverser le sol Ngoli. Or, les populations ngoli étaient très hostiles à l'insurrection Muleliste. Car elles étaient endoctrinées par les mobutistes corrompus et aveuglées par des intérêts égoïstes. Les Ngoli étaient quasi-absents du maquis. Et, en conséquence, aucune équipe de maquisards ne s'y trouvait.

Aussi les populations ngoli bloquèrent-elles l'accès à Mulele. Comme si cela ne suffisait pas, elles avaient fait recours à l'armée, espérant par ce coup éliminer le grand maquisard. C'est dans cet esprit qu'elles ordonnèrent la chasse à l'homme sur la terre de leurs ancêtres.

Sans guide, sans connaissance topographique de la région, Mulele accompagné de ses collaborateurs, se devait de traverser cette forêt vierge et impénétrable dont les Ngoli étaient seuls à connaître le secret. Pourchassé comme un gibier, Mulele parviendra à échapper à ceux qui le traquaient.

Pendant trois jours, Mulele encerclé dans la forêt, ne savait où aller ni quoi faire, pour sortir du guet-apens de la coalition Ngoli-armée mobutiste. Bon nombre d'entre les partisans contraints par le sort, l'abandonnèrent. Son inséparable ami Théodore Bengila ne put, cette fois-ci, s'empêcher de le perdre de vue.

Miraculeusement, Mulele réussira à briser le cercle infernal de la coalition des Ngoli avec l'armée mobutiste et parviendra à atteindre la rive droite de la Kamtsha, en zone dinga.

Ainsi qu'on peut le constater : ni la coalition Ngoli - armée mobutiste, ni l'impénétrable forêt vierge, ni la perte de ses deux vaillants commandants : Joseph Okwon et Barthelemy Mbakanga, ni la séparation inopinée avec son ami Théodore Bengila, encore moins le manque de guide n'eut d'influence sur le moral de Pierre Mulele. Il franchit imperturbablement la Kamtsha, le 4 novembre 1967 vers 22 heures.

L'atmosphère y était des plus lourdes. Les partisans à bout de force, s'interrogeaient sur leur sort : Qu'allait-il leur arriver ? Mulele, le faiseur des miracles était enfin placé entre le marteau et l'enclume : la rivière Kamtsha en face, et le feu de l'armée mobutiste derrière.

En fait, l'ennemi voyant sa victoire certaine, se demandait s'il fallait attaquer dans l'immédiat ou attendre la levée du jour. Pour se donner beaucoup plus de chances de réussite, ils programmèrent d'attaquer avant l'aube.

Pour traverser la Kamtsha, Mulele ordonna aux partisans d'aller chercher les « musanga » cecropeorées et des lianes pour les lier ; après quoi, ils devaient réaliser des radeaux pour la traversée.

Seulement, les musanga étaient introuvables dans cette zone. Les partisans furent obligés d'y passer la nuit, avec espoir de trouver, le matin, la solution à ce problème.

Attaque surprise du 5 novembre 1967.

Aux environs de 5h00, un camarade sentit le besoin d'uriner. Le malheureux tomba entre les bras d'un soldat qui va lui tirer une balle à bout portant. Puis, les soldats vont se mettre à tirer sur les camarades réveillés précipitamment à la suite de cette fusillade.

Ayant la Kamtsha au devant d'eux et la pluie de balles à leur suite, les camarades ne savaient quoi faire. Les plus courageux avaient remonté le cours d'eau, et un bon nombre d'entre eux, ne sachant pas nager, se noyèrent. Enfin, les villageois venus après pour enterrer les morts, en dénombrèrent sept.

Mulele qui ne fuyait jamais resta toute la journée dans l'eau avec sa femme Léonie Abo. Ils étaient accrochés à un yapaka guinenses qui leur servait de bouclier. L'armée restera sur le lieu jusqu'à 17 heures. Il est difficile de connaître le nombre de morts par noyade, la débandade ayant été réelle.

Dernière attaque et fin du maquis au Kwilu

Le lendemain de l'attaque du 5 novembre 1967, je rencontrai, sur le sol de mes ancêtres, plus exactement dans la forêt de Kimbimbi Pakasa, collectivité de Nkara dont je suis originaire, le camarade Pierre Mulele et Léonie Abo son épouse, assis tous les deux sur un bois mort à quelque 500 m de la rivière Kamtsha.

A peine installés dans ce lieu, nous fûmes rejoints par un certain nombre de camarades. Sans plus tarder, nous nous déplacâmes pour un lieu plus discret. Comme il se trouvait une clairière en face de nous, l'ordre fut donné de ne jamais y mettre pied. Mais les camarades avaient sur eux des linges mouillés qu'il fallait faire sécher.

Comme un ventre affamé n'a point d'oreilles, les combattants dont les habits étaient mouillés ne respectèrent pas la consigne. Ils se permirent d'exposer leurs habits au soleil, dans la savane.

Contre toute attente, un certain Taddey, tireur de vin de palme pour les soldats, du haut du palmier où il était, vit les habits étalés. Allié aux mobutistes qu'il servait, Taddey qui avait compris le phénomène, rentra d'urgence au village signaler le fait. Sans plus tarder, l'armée nous attaqua quelques heures après notre arrivée en ce lieu. En moins de deux heures, nous avons subi une attaque foudroyante.

Une fois de plus, je m'étais retrouvé seul dans cette forêt du Kimbimbi Pakasa. Cette attaque du 6 novembre 1967 consacra, dans la forêt de Kimbimbi-Pakasa, la séparation entre Mulele et moi. Le camarade Mulele et sa femme ayant une fois de plus disparu dans la nature.

CHAPITRE 3

LA SORTIE DU MAQUIS

CE CHAPITRE retrace la période qui s'écoule entre ma sortie du maquis avec perte de tout contact avec Pierre Mulele, l'arrivée à Kinshasa afin de fuir le complot de Kikwit et les retrouvailles avec Mulele dans sa prison dorée de Bomboko. Il comprend les points suivants: la reddition de Mbele Mbele, attentat avorté contre ma personne, la visite du capitaine Lomboto, invité à dîner avec le capitaine, la visite de Christophe Kanika, la visite de Patrice Busanga, la visite de mon fils aîné à Ndiema, la fin de la captivité, le retour à Bienzi natal, l'abbé s'acquitte de sa dette de gratitude, notre séjour à Kikwit , visite à domicile de Isilamunu, la reconnaissance du chauffeur Mukwa.

La reddition de Mbele Mbele

Au bout de 48 heures d'errance solitaire dans cette forêt étrange, je n'avais plus de choix que de me rendre aux mains des mobutistes postés à Mbele-Mbele. Le chef de peloton présent à Mbele Mbele m'accueillit froidement. Néanmoins, il était très satisfait d'avoir réalisé une grosse prise, ma présence parmi eux, le secrétaire de Pierre Mulele, selon les soldats, dût être une aubaine.

Il ne pouvait ni précipiter ma mort comme le souhaitait ses soldats, ni me brutaliser, car il avait tout intérêt à me flatter pour des raisons évidentes que je pouvais lui donner des renseignements pouvant lui permettre de capturer Mulele.

Il croyait fermement qu'avec ma collaboration, il pourrait mettre la main sur Mulele et espérer ainsi une promotion. Il me soumit ainsi à de longues et pénibles séries de questions ; cela, après m'avoir enivré avec des fortes doses d'alcool.

- Pouvez-vous nous dire où se trouve Mulele maintenant ? Quels sont les voies et moyens utilisés par celui-ci pour échapper à nos filets ? Est-il un homme mystique qui disparaît dès qu'il y a une attaque ? Est-il vrai que vous-êtes soumis à certains rites magiques qui vous rendent invulnérables ? Lesquels ? etc....

N'ayant pas réussi à arracher mes aveux sur le lieu où se cachait pierre Mulele et sur les moyens magiques dont il disposait pour échapper à leurs filets,...il passa à la vitesse supérieure, et utilisa à mon endroit, toutes sortes de traitements dégradants et inhumains : coups de fouets, menaces de mort, menaces de m'ôter les yeux, les oreilles, me rendre manchot,....

Comme la nouvelle de mon arrestation à Mbele Mbele s'était répandue dans tous les villages environnants jusqu'à Ndiemi, à l'état major de l'armée mobutiste, à environ 15 km de Mbele Mbele, elle parvint aussi aux oreilles de Pierre Bokako, 1^{er} sergent- major et chef de section. Aussitôt informé, Bokako dépêcha deux soldats à Mbele Mbele me chercher. Ceux- ci se firent accompagner dans leur déplacement de deux policiers et d'un civil, Félicien Mpila, chef de poste de Ebyte.

A Ndieme où nous arrivâmes vers 17 heures, Pierre Bokako, chef de section, très rusé, avait l'air réconciliant. Il me reçut avec bienveillance. Bokako nourrissait les mêmes espoirs que son prédécesseur de Mbele-Mbele : obtenir des renseignements lui permettant de mettre la main sur Mulele, source de promotion.

Pour ce faire, il usa non seulement de son influence sur moi, mais aussi de ruse pour m'avoir par exemple, il restait le plus longtemps possible à mes côtés pour des entretiens tête-à-tête. Nous mangions et buvions ensemble, consommant d'énormes quantités d'alcool. Nous faisions ensemble l'analyse des événements du maquisA la question de savoir où Mulele pouvait se trouver, je lui répondis que, compte tenu de sa mobilité,

il était difficile de le localiser. A une autre de savoir pourquoi un grand agronome aussi important que moi a pu tout abandonner pour le maquis où pullulent bandits et voyous, je lui répondis que nous étions pris au piège des partisans alors que nous effectuions une mission de service dans la région : une enquête sur la baisse de la production des noix palmistes aux huileries du Congo belge, à Leveville.

Attentat avorté contre ma personne

Ayant constaté l'échec de toutes les investigations, le choix était clair pour un soldat au service de l'étranger : l'élimination physique du rebelle sans autre forme de procès.

Le 1^{er} juin 1968, vers 19 heures, le 1^{er} sergent major, Pierre Bokako m'invita à dîner chez lui à domicile. Après un repas copieux suivi de boissons alcooliques : vin rouge, champagne, whisky, vin de palme, bière et alcool bon goût (Lotoko), que nous prenions à tour de rôle, le verre devait être vidé aussitôt rempli, le major lui-même jouant le rôle de servent !

Assez tard dans la nuit, vers les heures de minuit, le 1^{er} sergent Bokako se leva, entra dans sa chambre à coucher, prit son revolver et le disposa sur la table où nous étions assis, l'un en face de l'autre. Puis, il le chargea devant moi.

Lisant peut-être mon inquiétude, il voulut m'apaiser en me disant :

- N'aies pas peur ! Nous nous trouvons dans une zone troublée, il n'est pas normal que je ne puisse pas avoir mon arme à portée de main. Ensuite, le regard fixé sur moi et l'arme une fois de plus posée sur la table, il me pria de continuer la causerie. Au même instant, quelqu'un frappa à la porte.

- Qui est-ce, questionna-t-il ?
- C'est moi, rétorqua ma femme.
- Entrez ! lui dit-il.

Madame Mambunanki était non seulement en état de grossesse mais, avait en plus un enfant sur son dos. Nous l'aidâmes en la déchargeant du poids de l'enfant. A peine s'était-elle mise assise, qu'elle me demanda le pourquoi de ce retard ?

- J'étais au lit et profondément endormi quand, me réveillant, j'ai constaté votre absence ; c'est pourquoi j'ai couru jusqu'ici.

Sans faire le moindre commentaire, le 1^{er} sergent major Bokako nous dit au revoir et nous ouvrit la porte pour nous permettre de rentrer chez nous. Il était plus que minuit, heures de Ndieme ! Et dehors, tout était noir, tout était silence.

La visite du capitaine Lomboto

En février 1968, le 1^{er} sergent major, pierre Bokako convoqua tous les chefs des villages voisins de Ndieme afin de les amener à apporter chèvres, poules, gibiers, riz, manioc... au capitaine Lomboto. Ce dernier devait incessamment passer par Ndieme.

Quinze jours plus tard, le capitaine Lomboto, chargé de superviser les opérations dans la province de Kwilu arriva à Ndieme. Dès sa descente du véhicule, il fut accueilli par le 1^{er} sergent major avant de passer le peloton en revue. Ensuite, il se dirigea vers les chefs traditionnels au rang desquels le 1^{er} sergent Bakoko m'avait placé.

Arrivé devant moi, le capitaine me demanda de le suivre. Par la suite, il me fit asseoir à la même table que lui. Alors commença un long interrogatoire sur notre vie au maquis. Que suis-je allé chercher au maquis, moi, agronome superviseur de cinq secteurs dans la préfecture de Kwilu ? Y avait-il plus d'avantages au maquis que dans l'administration ? Comment pouvait-on mettre la main sur Pierre Mulele ? Etait-il réellement un homme mystérieux ?

L'Invité à dîner avec le capitaine

Il était de tradition qu'avant l'interrogation, le prévenu passe par une épreuve de feu : torture et drogue pour arracher facilement les aveux... Mon cas n'étant nullement différent des autres, la méthode de travail fut la même, mais beaucoup plus raffiné du fait de ma qualité de dirigeants de mouvement. Ainsi, au lieu de m'interroger en public, le capitaine m'invita à dîner avec lui chez le 1^{er} sergent major Bokako où il avait été reçu.

A table, l'honneur me sera donné de me servir le premier. Après un repas copieux, il s'ensuivra une prise de boissons alcooliques que le capitaine nous offrait à l'excès, pour des raisons évidentes de nous égarer.

Son garde du corps qui ne comprenait rien de la politique de son capitaine, réagit en ces termes :

- Au lieu de me donner l'ordre d'éliminer ce Bula Bula que nous cherchions partout, lesquelles recherches ne m'ont pas permis d'enterrer dûment mon enfant mort en mon absence à Kikwit parce que me trouvant toujours en opération, vous prenez plutôt le même repas que lui ! Que pouvons-nous comprendre de tout cela ? Les autorités militaires travaillent-elles de connivence avec les insurgés ? Nous étions donc trompés, nous, simples soldats.

- Du calme, du calme, lui dit le capitaine, vous n'avez pas le droit de me dire quoi que ce soit, moi, votre capitaine. Que savez-vous de leur politique ? Leur insurrection est un acte hautement politique. Nous ne savons pas jusqu'ici de quel côté se trouve la vérité. Seul l'avenir nous le dira. Calmez-vous donc.

La visite de Christophe Kanika

Christophe Kanika, comptable du territoire à Kikwit, nous trouva, ensemble le capitaine, en train de boire. Comme le garde du corps du capitaine, Kanika fut tout étonné de voir le rebelle à la même table que le capitaine ! Dès son entrée, il se mit à crier :

- " Comment, mon capitaine, pouvez-vous manger et boire avec celui qui, non seulement a eu à troubler l'ordre public, mais aussi et surtout a tué et détruit l'économie du pays ? Mérite-t-il encore certains égards ? N'est-ce pas une bête de sommes, un criminel qu'il importe d'abattre ? Il constitue un danger public, conclut-il avant de déposer son enveloppe devant le capitaine".

Puis, il le pria de passer à Kanga, son village natal et d'y retirer un bœuf de son kraal. Pour terminer, mon capitaine, je vous demanderai de mettre Bula-Bula hors d'état de nuire.

La visite de Patrice Busanga

Peu avant que le capitaine prenne la parole pour répondre à Kanika, Patrice Busanga, un homme d'affaires de Nkara fit irruption. Comme ses prédécesseurs, le garde du corps du capitaine et Christophe Kanika, Patrice Busanga descendit à Ndieme, plaider pour une même cause, celle de l'élimination physique du rebelle. Voici à peu près ses déclarations :

- "Le peuple Yanzi de Nkara n'avait pas la moindre intention d'entrer en rébellion. Jamais ceux-ci, sans Bula-Bula en tête du mouvement, n'auraient accepté une adhésion en bloc au mulelisme".

La visite de mon fils aîné à Ndieme.

Mon fils, un garçon élancé, sans craindre la brutalité que des mobutistes pouvaient lui réserver, sans se gêner du qualificatif de rebelle que portait son père, un sous-homme, un ignard aux yeux de beaucoup, descendit à Ndieme, le visage rayonnant de joie, pour retrouver son papa disparu du toit conjugal depuis 5 ans.

Comme il a grandi ! Ma première impression était de me retrouver en face d'un jeune homme malheureux, en train de se lamenter sur son sort : celui d'un enfant abandonné sur le banc de l'école à l'âge de 13 ans.

Le capitaine Lomboto, superviseur des opérations militaires au Kwilu assista à cette rencontre à Ndieme. Il n'en revenait pas : L'atmosphère était très bonne. Un peu comme moi-même peut-être, il croyait assister à une réaction violente du fils. Quant à moi, je m'attendais à des doléances et critiques virulentes au sujet de mon engagement au maquis.

Or, il n'en était rien. Au contraire, mon fils, très ouvert sur le plan politique, m'apporta du réconfort moral. Tout le long de notre entretien, il n'exprima ni un regret pour mon absence prolongée de la famille, ni une plainte pour diverses difficultés rencontrées après moi. Notre entretien sur les événements du maquis se déroula dans une atmosphère franche et cordiale. Sa maturité politique m'étonnait. Il était parfaitement au courant de beaucoup de faits. Sincèrement, j'ai eu à manquer de mots pour l'en féliciter.

Juste avant son déplacement pour le secteur de Bulwem, le capitaine me recommanda une chose : la reprise immédiate de mes fonctions d'agronome, une fois libéré. L'agriculture, dira t-il, est un domaine vital pour la vie de l'homme. Même-moi, militaire, je n'aurai jamais fait la guerre sans avoir mangé ! Puis, exécutant l'ordre reçu du gouverneur, il demanda au sergent Bokaka de me garder encore pendant deux semaines et de me libérer par la suite. Ainsi, deux semaines après le passage du capitaine Lomboto à Ndieme, je fus libéré. Ce fut un certain 17 février 1968, à 8 heures.

Fin de la captivité /Audience de mon épouse auprès du gouverneur kupa

Pendant que j'étais entre les mains des militaires, mon épouse légitime, Anne Munkuti, demeurée avec les enfants à Kikwit, n'est pas restée indifférente. Elle sollicita une audience auprès du gouverneur Kupa et l'obtint. Le président de la République avait, en ce temps-là, ordonné la libération inconditionnelle de tous les suiveurs de Pierre Mulele, il était donc normal que le gouverneur, à son tour, décide de ma libération à la suite de cette audience.

Le retour à Bienzi natal

Au bout de neuf heures de marche à pieds, je foulais de nouveau le sol de Bienzi, cette terre qui m'a vu naître et grandir. L'oncle Sébastien Lebu qui, le premier, nous a accueillis à l'entrée du village cria :

- « Venez voir! le monde n'aurait rien à regretter si les morts pouvaient ressusciter comme Bula-Bula».

Arrivé au village, la foule fut immense, au premier rang de laquelle se trouvaient les parents et madame Anne Munkuti, notre charmante épouse, venue de Kikwit. Malheureusement, pour des raisons liées à ma sécurité, Bienzi ayant été une zone de guerre, notre séjour y sera de courte durée, 7 jours seulement.

L'Abbé s'acquitte de sa dette de gratitude

L'abbé Tara placide, un abbé de Gungu, était, au cours d'une opération des maquisards, arrêté et amené au maquis où il sera écroué en prison. Je fus donc chargé d'enquêter à son sujet. Je devais régulièrement donner le rapport de son séjour au maquis. Il était question de savoir s'il était pour ou contre le maquis. Je lui conseillai que dans la situation de prisonnier où il était, il n'avait pas d'autre choix que celui de collaborer avec le maquis. Ce qu'il fit finalement; il accepta. Cela lui évita des ennuis plus sérieux. Par la suite, il réussit à fuir le maquis et informa ses compères prêtres qu'il devait sa vie à moi.

Un bienfait n'est jamais perdu. Alors que nous nous demandions comment joindre Kikwit sans incident, au regard de nombreuses barrières des mobutistes qui jonchaient la route, un plan avec toute la logistique avait été muri en toute discrétion par l'abbé Stanislas Kimanzibu pour nous dépanner. Celui-ci voulant manifester sa reconnaissance envers nous, mûrit un plan, en toute discrétion, pour nous dépanner.

Curé de la paroisse Pindi /Kwilu, il était invité à assister au sacre de l'abbé Alexandre Mbuka Nzundu, le 25 février 1968, à

Kikwit. L'abbé profita de cette occasion pour effectuer une escale à Bienzi où nous étions, sans moyen de transport pouvant nous permettre de nous rendre à Kikwit. L'occasion faisant le larron, il mit à profit ce voyage pour me prendre à bord de son véhicule et me permettre ainsi de rejoindre la ville de Kikwit. Le véhicule était plein d'élèves qui accompagnaient le curé dans cette cérémonie de sacrement. Nous arrivâmes à Kikwit vers 14 heures, le 24 février 1968.

Notre séjour à Kikwit : le climat malsain à l'administration de Kikwit

Notre séjour à Kikwit dura un peu plus d'un mois, du 24 février au 31 mars 1968. Il ne fut pas très agréable. Les forces réactionnaires nombreuses à l'administration provinciale ne facilitèrent pas notre reprise des fonctions.

Parmi ces gens, il y a lieu de citer M. Nestor Mazola, directeur provincial de l'agriculture et mon chef direct. L'antipathie qu'il avait à mon égard était si poussée qu'il priva ma femme, Anne Munkuti de la possibilité de retirer mon salaire ainsi que les différents rappels y relatifs. Par son intransigeance, il priva ainsi des innocents enfants à trouver de quoi se payer à manger, de quoi payer des frais scolaires, etc.

A présent que je sortais du maquis, il poussa encore plus son audace : il fit disparaître mon dossier de la fonction publique, m'obligeant ainsi à le reconstituer.

Dès le premier contact au service provincial d'agriculture à Kikwit, Mazola ne voulait pas me voir. Pourquoi cette répugnance vis-à-vis de ma modeste personne? Son service me répondit tout simplement qu'il était occupé, qu'il me recevrait incessamment, probablement dans une semaine.

Une deuxième descente, puis une troisième dans son bureau... , l'audience restait toujours reportée à une date ultérieure. Enfin, il me fut conseillé de rester chez moi, dans l'attente de son invitation.

La visite de Isilamunu à domicile

Alors que j'attendais docilement la convocation de service pour reprendre mes fonctions, ironie du sort, la direction se préparait, elle, à me suspendre. Je me trouvais à domicile vers 14 heures, lorsque je vis venir, transpirant de sueur, mon neveu Remacle Isilamunu. Il était agronome de territoire d'Idiofa. Il me déclara que le directeur Mazola avait réuni tous les agronomes du territoire dans son bureau pour une séance de travail. Mais, fait curieux, c'était plus pour parler de moi. Il était en colère contre moi. La place de Bula-Bula n'était pas ici à l'agriculture, mais plutôt à la prison. N'eut été le retard des services de sécurité, il y a longtemps que celui-ci devait se trouver en prison.

- "Voilà ce pourquoi vous me voyez tout transpirant de sueur. Je ne voudrais à aucun cas vous voir souffrir une fois de plus en prison, après avoir tant souffert au maquis. Je vous conseille de descendre à Léopoldville; vous y serez plus en sécurité. Ici, vous serez bientôt recherché par les services de sécurité pour d'autres ennuis.

Pauvre de moi ! il était déjà plus que 14 heures; où devais-je attraper un moyen de transport d'urgence pour Léopoldville ? Liévin Sanduku, mon frère cadet, fut prié de faire une descente de la ville basse où il y avait des commerçants. Là, Il était possible de trouver un véhicule se rendant à Léopoldville. A son retour vers 16 heures, il nous apprit qu'il n'y avait aucune occasion ce soir-là. Mais, qu'il y en aurait un le lendemain, vers sept heures, celui de M. San Pedro et qu'il avait été convenu que je le prendrais au niveau de Kazamba, en pleine brousse, que le chauffeur avait peur des agents de la firme, le transport des passagers étant interdit à bord des véhicules de la société.

Partis de kikwit le 31 mars, nous arrivâmes à Kinshasa le 1^{er} avril 1968, vers 17 heures, à bord d'un deuxième véhicule qui nous a embarqués en route, sur le pont Kwango.

La reconnaissance du chauffeur Mukwa

Le premier véhicule, celui de San Pedro s'arrêta sur la rivière Kwango où se retrouvèrent de nombreux autres véhiculés qui étaient en train d'attendre le passage de la rivière par bac. Informé de l'état de routes sous occupation militaire, de nombreuses barrières montées à partir de Mongata jusqu'à Léopoldville, le chauffeur qui avait peur de voir le véhicule de société bloqué par les militaires pour cause de transport de passagers, nous pria de nous débarquer sur la rive droite de la rivière Kwango.

A peine descendu du véhicule, je me suis retrouvé devant un autre qui était derrière celui qui nous avait transportés de Kikwit. Puis, le chauffeur de ce véhicule m'interpella en ces termes : "Etes vous le grand frère de Casimir Kasai ? Et quel est votre nom ? " Je m'approchai de lui et lui souffla presque à l'oreille que je répondais au nom de Bula-Bula et que j'allais chez Casimir Kasai, mon frère cadet. Mais que je me trouvais bloqué là-bas puisque le chauffeur qui m'a transporté de Kikwit m'a fait descendre de son camion...

- Venez dans mon camion s'il en est ainsi, fit-il. Moi, Mukwa, je ne peux pas vous abandonner sur la route, j'ai une énorme dette morale envers votre frère cadet, Kasai. C'est lui qui m'a appris à conduire !

Sur son véhicule, il y avait deux (des) militaires dessus. Devant lui se trouvait un certain nombre d'autres véhicules alignés les uns après les autres. Sur ordre des soldats, son camion fut placé premier de la série et monta sur le bac dès l'arrivée de celui-ci; premier succès.

A Mongata, il y avait un autre poste avancé de l'armée. Ici, tout passager, pièces d'identité en mains, devait passer par la barrière afin d'être identifié. Il avait là beaucoup de véhicules et une foule de passagers qui attendaient le contrôle, excepté notre camion. Deuxième succès.

Il en fut ainsi de tous les postes avancés jusqu'à l'aéroport de N'Djili où se trouvaient des chars de combat et autres armements lourds. Aussi sommes-nous arrivés au bout du tunnel grâce aux

soldats se trouvant sur notre véhicule, les paracomandos du camp Ceta (Centre d'entraînement des troupes aéroportées).

Nous arrivâmes à Léopoldville le dimanche 01 avril à 17 heures. Le brave chauffeur Mukwa me conduisit directement à la résidence de Casimir Kasai. C'était au numéro 68 bis du quartier Mboloko, dans la commune de Matete. A notre très grande surprise, nous avons trouvé une réunion de tous les ressortissants de Bienzi. Entre autre sujet, ils parlaient de mon sort. Ils savaient tous, de la bouche de l'oncle Crispin Iyarimene qui m'avait rendu visite à Ndieme, que j'avais quitté le maquis et que je m'étais livré aux mains des soldats mobutistes. Mais, personne ne savait le sort qui m'était réservé.

Comme au village Bienzi, l'accueil fut un délire dès mon apparition. Personne ne pouvait m'imaginer là, à cet instant là. Aussi, personne ne voulut retourner chez lui. Séance tenante, ils s'organisèrent pour m'accueillir à la « Confiance Bar », un débit de boissons situé à une centaine de mètres de la résidence de Kasai. C'est là qu'ils fêtèrent ma sortie de maquis, de 20 heures à l'aube.

CHAPITRE 4

L'ARRESTATION DE PIERRE MULELE

CE CHAPITRE présente Mulele dans ses derniers jours. Conscient d'être tombé dans un piège lui tendu depuis Brazzaville, il accepte le sort, convaincu comme toujours que la raison finira par lui donner raison et que la révolution triomphera. Ce chapitre s'articule autour des points suivants : la radio trottoir à Kinshasa, la radio trottoir à Kinshasa, dernier entretien avec Pierre Mulele, reniement de la parole d'officier, hanœuvre dilatoire des Occidentaux, exécution sommaire de Pierre Mulele, le procès fictif de Pierre Mulele.

La radio trottoir à Kinshasa

Le 1^{er} octobre 1968, j'étais chez l'oncle Chrispin Iyarimwene lorsque nous apprîmes que Pierre Mulele était à Brazzaville. La radio trottoir, pour ceux qui connaissent le Congo Kinshasa, est la source la plus sûre pour les informations politiques, la radio nationale étant muselée par le pouvoir politique. Assez souvent, la presse nationale vient comme un sapeur-pompier, tenter d'éteindre l'incendie causé par la radio trottoir en donnant à cette information l'orientation politique voulue câd pour la confirmer ou la renier. Cette fois-ci, le pouvoir public ne laissa pas trop de temps à la spéculation. Le soir, au cours des informations radiodiffusées et télévisées, le pouvoir public confirma le retour au bercail de Pierre Mulele.

De Rabat où il se trouvait en visite officielle, le général Mobutu apprit avec satisfaction, que Pierre Mulele était bel et bien pris dans son filet de Brazzaville : Le gouvernement congolais lui faciliterait le rapatriement de son grand ennemi, Pierre Mulele.

Sans plus attendre, il dépêcha son ministre des Affaires Etrangères, Justin-Marie Bomboko, à Brazzaville, pour une mission spéciale de «la réconciliation» » avec Mulele. Le décor était impeccablement planté : la promesse de réhabiliter Mulele comme ministre ; le bateau présidentiel, le « MS Kamanyola », mis à la disposition du ministre Pierre Mulele, accueil délirant au mess des officiers au Mont-Ngaliema, camps Tshatshi où l'attendaient les autorités militaires, ses ennemis les plus redoutables, parmi lesquels les généraux Bobozo, Bangala, Bosango,...A sa descente du camp Tshatshi, il les trouva en train de festoyer...Et, il comprit bien que c'était sa capture que l'on festoyait. Invité à participer à la fête, Mulele, assit à la même table que ses bourreaux refusa la boisson et la nourriture lui offerts. Après la réception, il fut conduit à la résidence ou une prison dorée chez le ministre des Affaires Etrangères, Justin-Marie Bomboko. C'est là qu'il resta, pendant cinq jours: du 29 septembre au 3 octobre 1968, attendant le retour au pays du président Mobutu.

DERNIER ENTRETIEN AVEC PIERRE MULELE

Depuis l'attaque du 5 novembre 1967 sur la rive droite de la Kamtsha, nous ne nous sommes plus revus, Mulele et moi. Ce fut donc avec émotion que j'ai appris son retour au pays. Était-ce un ballon d'essai destiné à voir la réaction de la population ou une pure vérité ? Tout compte fait, je n'avais pas d'autre choix que celui d'aller le voir de mes propres yeux.

Au deuxième jour de son séjour à Kinshasa, je me sentis obligé de descendre en ville et de tenter de le rencontrer dans sa prison dorée, la résidence de Bomboko. Le 1er octobre 1968, vers 10 heures, je me présentais à l'entrée du palais du ministre Bomboko. A mon arrivée à l'entrée de la résidence du ministre, sur l'avenue des cliniques dans la commune de la Gombe, j'y trouverai un monde fou posté devant la barricade. Ils voulaient, tous,

l'accueillir et lui apporter leur appui. Il fallait décliner son identité. Celle-ci était inscrite dans un registre ouvert à la porte d'entrée. Je profiterai de l'imbroglia qui y régnait pour me glisser à l'intérieur de l'enclos.

Le cordon de sécurité était assuré par les militaires de la garde rapprochée du ministre Justin-Marie Bomboko, renforcée pour les besoins de la cause des commandos venus de la Présidence de la République. Les militaires étaient postés à l'entrée de l'enclos et, chaque visiteur devait décliner son identité avant d'accéder à la résidence.

Il y avait aussi des militaires au devant de la porte de la maison. Mais, ces derniers observaient passivement sans rien faire. Une autre chose intéressante, il n'y avait pas de militaire à l'intérieur de la maison. Le gouvernement voulant peut-être bien mimer le scénario d'un retour pour la réconciliation. Il voulait lui faire croire qu'il était libre. Ce qui nous permit de causer librement avec le camarade Mulele.

Dès que j'eus franchi le seuil de la porte du salon où il était, Mulele cria :

- camarade Théo, tu es encore en vie ?
- Bien sûr camarade commandant en chef ; pour preuve, je suis là.

Puis il se leva pour m'embrasser. Après quoi, je saluai aussi toute la délégation qui l'accompagnait. Il y avait dans la salle: Léonie Abbo, la seule femme du groupe qui avait accompagné Mulele dans ce voyage Brazzaville-Kinshasa. Elle semblait aussi être très affectée. Elle avait avec elle un certain nombre des Mbunda qui lui faisaient voir leur crainte.

Nous quittâmes le salon pour se mettre à la salle à manger où nous assîmes l'un à la face de l'autre. Fidèle à sa nature, il semblait relaxe en dépit des spéculations. De prime abord, je lui fit part de notre inquiétude, nous ses combattants, de le voir ainsi pris au piège de ses ennemis.

- Comment êtes-vous arrivé ici? Sous escorte ou de votre propre gré ? Et pour gagner quoi ? Nous ne comprenons pas le sens de votre démarche ! Une réconciliation avec le diable, est ce possible ? Sincèrement, nous ne vous comprenons pas, nous vos partisans. Ne nous disiez-vous pas, à propos des nombreuses fuites des partisans, que nous serons nombreux à quitter le maquis. Qu'ainsi abandonné, tu restera peut-être seul dans le maquis. Que cela durera un certain temps. Combien? Impossible de le savoir. Que la cohabitation impossible entre l'armée et le village allait nous ramener au maquis. Le maquis deviendra plus fort et obtiendra la victoire finale sur les réactionnaires.

- Camarade Théo, tout ne dépendait pas de moi. Vos camarades de Brazzaville, Mukulubundu, Nima, moi-même et les autres n'avons pas fermé l'œil. Il fallait résoudre la question de rentrer au pays ou pas. Là-dessus, les avis étaient partagés : le premier groupe, majoritaire, représenté par Mibamba Zénon, tenait compte de la parole d'honneur du Président à la face du monde et de l'engagement pris par les deux gouvernements : celui de Brazzaville et celui de Leopoldville, lequel engagement avait opté pour le retour au pays.

En effet, il y a lieu de croire que telle avait été l'opinion internationale, car l'ambassadeur de Cuba où nous avons été avec le camarade Mibamba Zénon que voici, nous avait priés de rentrer au pays. C'est un pays ami sur lequel nous comptons beaucoup. Qu'allions nous faire encore ? Il est là, vous pouvez lui poser la même question.

En fait, avant que le cortège devant ramener Mulele ne rejoignit le bateau présidentiel Kamaniola, Mulele, peut-être dans un réflexe de survie, demanda qu'on l'amena d'abord à l'ambassade de Cuba. Ce qui fut fait. Mais, arrivé à l'ambassade, seul Mibamba qui savait parler l'espagnol, entra en contact avec le personnel de l'ambassade. Il aura même un entretien de quelques minutes avec l'ambassadeur. De quoi s'étaient-ils parlé véritablement? Est-il qu'après cet entretien, Mibamba dira à Mulele que l'ambassadeur n'était pas disposé à les recevoir, qu'ils devaient partir.

Le deuxième groupe, minoritaire, représenté par Mukulubundu et Nima, restait convaincu que le Président est un valet de l'impérialiste et par conséquent, un ennemi juré des nationalistes. Qu'il voulait seulement me voir hors du Congo Brazzaville. D'ailleurs, ils ont refusé de faire le voyage de Kinshasa.

Voilà la situation que nous avons connue de l'autre côté du fleuve. Pour terminer, je leur ai dit que j'étais à leur disposition. C'est pourquoi, vous me voyez accompagné de deux camarades ici présents à savoir : Zénon Mibamba et Théodore Kabamba. Ce sont leurs délégués.

Puis, parlant beaucoup plus franchement, il ajouta :

- Les prétendus accords entre les deux gouvernements, cités plus hauts, l'envoi du ministre des Affaires étrangères, Bomboko, etc.... ne sont que des mises en scène pour tromper l'opinion. Mobutu ne pardonne jamais. Celui qui n'a pas pu préserver la vie de l'homme qui a fait de lui ce qu'il est devenu, j'ai cité Lumumba, peut vraiment lâcher son ennemi juré que je suis ?

Comme par hasard, le camarade Mibamba devient plus tard, tour à tour Secrétaire de la JMPR et Vice-ministre de Mobutu. Comme par hasard aussi, pendant la même période, un opposant au président congolais Marien N'gwabi, exilé au Zaïre se trouvera assassiné !

- Le peuple congolais qui connaît bien son président traite de mensonges grossiers l'accord de Brazzaville, les bruits courent qu'il vous a eu et que vous serez exécuté. C'est ce qui se dit.

- Camarade Théo, vous devez savoir qu'il y a un temps pour naître, un temps pour vivre et un temps pour mourir. Peu importe que je meure maintenant, pourvu que l'œuvre grandiose que nous avons bâtie tous ensemble puisse survivre. Je n'ai pas peur de la mort, je sais que j'ai semé et qu'une bonne partie de cette semence est tombée sur un sol fertile. Je suppose que vous n'abandonnerez pas la lutte !

Nous avons ainsi causé pendant environ six heures. Après moi, la liste des partisans du maquis descendu pour le voir à la résidence du ministre s'allongea. Pendant que nous causions, les partisans continuaient à venir. Comme ils étaient nombreux, faute des chaises, ils se mettaient debout. Je sentais qu'il voulait nous parler le plus longtemps possible. Très satisfait de nous recevoir autour de lui, Mulele, un peu comme au maquis, se mit une fois de plus, à nous exhorter à ne pas abandonner la lutte, mais plutôt à l'amener jusqu'à la victoire finale.

Nous eûmes ainsi six heures d'entretien fleuve, Nous eûmes en revue nos projets de société et analysâmes la situation du pays en général et des nationalistes congolais en particulier.

Puis, Mulele d'ajouter :

- "Le matin, à notre réveil, le soleil était à l'est. Le soir, on le voit à l'ouest. Par la suite, il disparaît. Il en est ainsi de notre vie, camarade, conclut-il".

Vers midi, le ministre Bomboko lui envoya à manger. Mulele ne toucha ni au repas ni à la boisson que lui donna le ministre. Il recevait tout ce dont il avait besoin de sa sœur Agnès.

Quelque temps après, le camarade en chef reçut un émissaire du ministre Bomboko. Celui-ci l'informait du retour au pays, prévu pour le lendemain, du Président Mobutu. Il le pria de s'apprêter pour accompagner le ministre à l'aéroport pour cet accueil, qu'ils s'y rendraient tous les deux à bord de la voiture officiel du ministre. "Soyez donc prêt", conclut-il.

Visiblement, Mulele ne voulait pas se séparer de nous. Il était obsédé par la révolution dont il souhaitait vivement la réussite. "Celui qu'on veut tuer, nous confia-t-il, c'est le corps de Mulele, mais jamais la révolution populaire du Congo qui est une prise de conscience de tout un peuple. Je ne suis pas seul révolutionnaire congolais. Et, que dire de vous tous présents ici, qui êtes-vous? Des révolutionnaires comme moi! Qui d'entre vous accepterait une fois

de plus de se faire esclave des Belges, des Américains, des Français, des Anglais et que sais-je encore, après une longue formation politique et idéologique de cinq ans au maquis? Qui est capable de rentrer dans le ventre de sa mère après en avoir sorti?"

Une trentaine de minutes avant de nous séparer, le même émissaire revint une fois de plus interrompre notre causerie. Il était chargé cette fois-ci de la mission de déposer deux colis auprès du camarade en chef: le premier colis contenait une tenue de sortie que le camarade devait porter pour l'accueil du président, le deuxième contenait une pièce de tissu appelé wax . Il était destiné pour sa femme. Mulele les reçut sans mot dire. Et, après le départ de ce dernier, il reviendra plusieurs fois sur la lutte que nous devons poursuivre absolument car, elle était la seule voie de libération du Congo et de son peuple.

A la question de savoir si je pouvais revenir le lendemain, Mulele me dit :

- Compte tenu du retour du président qui doit se préparer, cela n'est pas possible.

Pour terminer, je lui dis que je me trouverais sur le pont Matete, pour le voir se rendant à l'aéroport. Ce à quoi, il répondit :

- D'accord, mais il faut suivre les événements avant de venir !

Qui sait ce qui me serait advenu si le camarade Mulele ne m'avait pas déconseillé cette visite ? Est-il que le lendemain lorsqu'on l'amena au camp Kokolo, on embarqua aussi, dans le véhicule, les visiteurs qui s'y trouvaient!

Toute la ville était en effervescence et s'impatientait du retour annoncé du président qui devait statuer sur le cas Mulele. Comme il était de tradition à Léopoldville, le jour du départ du président pour l'étranger de même que celui de son retour au pays, étaient chaque fois déclaré chômé et payé, sur toute l'étendue du territoire du pays. Pas de travail ni classe, ce jour là. Le président adorait

tellement le bain de foule que les populations devaient être amassées le long de son parcours, de l'aéroport international de N'Djili jusqu'à sa résidence du Mont-Ngaliema. La mobilisation fut impeccable dès l'aube du 02 octobre 1968.

Nous étions debout sur le pont Matete. Vers 16 heures, les ministres, un à un se dirigeaient vers l'aéroport pour l'accueil du président. Le ministre Bomboko était seul à bord de sa voiture. C'est-ce que j'avais vu. M. Pierre Landa qui était à mes côtés n'avait pas eu la même impression. Il lui semblait avoir vu quelqu'un à côté du ministre. Selon lui, ça devait être Mulele.

- "Peut-être se trouvait-il de l'autre côté de la voiture, patientons jusqu'à leur retour" avons-nous conclu pour clore la discussion.

L'avion présidentiel venant de Rabat au Maroc foula le sol de la patrie par l'aéroport international de N'Djili vers 17 heures, heure locale. Debout dans sa voiture décapotable, sa canne à la main droite, le président saluait la foule en liesse, au cri de : « tata ayee, nzala esili. C'est-à-dire le père est revenu, finie la faim ».

Là n'était pas l'essentiel de notre déplacement. L'important pour nous était de voir Mulele à bord de la voiture du ministre Bomboko. Or, il n'en fut rien : Mulele n'avait pas accompagné le ministre Bomboko dans son déplacement de l'aéroport. Le constat était amer, nous l'avons vu de nos propres yeux, Mulele avait été trompé.

J'ai quitté le boulevard pour rentrer chez moi. Je prendrai ma radio pour suivre la suite des événements.

Mobutu avait coutume de faire l'escale au jardin zoologique de la Gombe (parc de la révolution) à chaque retour d'un voyage à l'étranger. Une fois de plus, il s'y était rendu pour faire le point sur son voyage au Maroc : A une question du journaliste lui demandant de savoir ce qu'il pensait du retour au bercail de Pierre Mulele, le président Mobutu, coauteur du complot impérialiste pour faire disparaître Mulele, devait renier sa parole d'officier.

Reniement de la parole d'officier

Après cette prise, le retour du président ne devrait pas se faire attendre. Le président rentra au pays le 2 octobre 1968, vers 17 heures. A peine arrivé au parc de Boeck (débaptisé parc de la Révolution), le général président répondra à une question d'un journaliste qui voulait savoir si Mulele serait pardonné ou non. De manière catégorique, il répondit:

- « J'ai pardonné à tous les rebelles, mais jamais je n'ai pardonné à leurs auteurs. Au contraire, ceux-ci seront châtiés d'une manière exemplaire ».

Ceci nous amène à nous poser quelques questions :

- Le Ministre Bomboko, aurait-il agi de son propre gré ? Monsieur Justin Bomboko, ministre des Affaires Etrangères, envoyé à Brazzaville pour signer un accord avec les autorités locales et ramener Mulele au pays, avait déclaré : "L'amnistie décrétée par le général Mobutu est valable pour tous. Nous accueillons Mulele comme frère. Il travaillera avec nous pour la libération totale de notre pays". Lui qui était à Rabat avec le guide, pouvait-il de son propre gré, abandonner le président Mobutu, en visite d'amitié à Rabat au Maroc pour revenir à Léopoldville, s'emparer du prestigieux bateau présidentiel, le M/S Kamanyola, et le déplacer pour Brazzaville afin de récupérer Mulele, le rebelle ?

Au cas où cela était vrai, pourquoi le président Mobutu ne l'a-t-il pas sanctionné par la suite ? L'évangile nous renseigne que Ponce Pilate a demandé de ne pas effacer ce qui est écrit. Mobutu n'avait rien à craindre d'une déclaration politique, écrite, en plus ? Ce qui a caractérisé la Deuxième République ou le régime Mobutu, ce fut surtout la manipulation du peuple, la soumission aveugle de celui-ci au régime de terreur instauré par le roi des Belges, Léopold II, et perpétrée par Mobutu. La communauté internationale n'existait-elle pas à l'époque du premier comme du deuxième Léopold II ? Quelles avaient été leurs actions et réactions ? Nous laissons à chaque lecteur le loisir de répondre à ces questions.

Manœuvre dilatoire des Occidentaux

Comme un coup de tonnerre paralysant, les cœurs des Congolais avaient été terrifiés à la suite de l'arrêt de mort décrété à son hôte par le président de la République ! Un décret qui n'avait pas satisfait les populations kinoises. Celles-ci avaient vu l'ombre d'une main étrangère dans cette décision. Le président, selon les Kinois, avait une fois de plus joué le jeu de l'Occident. Ce qui n'était pas le premier ni le dernier.

Le peuple congolais est conscient que les puissances capitalistes ont peur des patriotes nationalistes, conscients de l'état de domination étrangère, du pillage systématique des richesses du sol et du sous-sol et des injustices faites à l'endroit des populations. Autrement, comment expliquer les assassinats en cascade des figures engagées suivantes : Lumbumba, Mulele, Mpolo, Okito, Bengila, Nzuzi, Mbuyi, Muzungu, Mujanyi, Elengesa, etc..... Comment justifier les nombreuses interventions étrangères au Congo ? Qui était à la base de la division en deux groupes de la classe dirigeante au Congo ? les groupe de modérés avec le président Joseph Kasa-vubu en tête et celui des progressistes avec Lumumba ? En d'autres termes, qui avait décidé de la sécurité des uns, et de l'élimination physique des autres ?

Le but avéré des assassinats ciblés ou l'objectif visé par les impérialistes est clair et net : empêcher le développement du Congo. C'est pourquoi, ils déploient tous les efforts pour que le Congo reste à jamais accroché à leurs basques.

Exécution sommaire de Pierre Mulele

Le monde épris de paix et de justice avait appris avec consternation l'assassinat ignoble de Pierre Mulele, le 3 octobre 1968, soit quelques heures après le retour au pays du président Mobutu. Mais, quel est ce monde épris de paix et de justice ?

La thèse de M. Ludo Martens selon laquelle, « la colonisation belge a été une réussite incontestable dans un domaine particulièrement névralgique, celui de la colonisation des cerveaux

de l'élite noire. Au cours des années trente et quarante, le colonisateur a réussi à imposer son cadre de référence et ses valeurs idéologiques aux évolués. Cette prouesse a été réalisée essentiellement grâce à l'action des églises. Elle enferme les jeunes instruits noirs dans une prison spirituelle et idéologique dont presque personne n'a su échapper.

L'enseignement religieux a conduit ces élèves à intérioriser une conception de la société bourgeoise, à épouser les principes qui servent de socle idéologique au capitaliste. Sortir de la cage spirituelle imposée par le prêtre et le colonisateur, était généralement considéré comme un acte absurde, injuste, criminel etc. ».

Cette thèse vient à point nommé et peut édifier nos consciences. Toutefois, nous sommes surpris d'apprendre des mêmes colons que le Congo est malade aujourd'hui. Et, dire que le pays avait été dirigé pendant plus de trente ans par des personnes que l'homme blanc a considérées comme des évolués, des hommes qui sortaient de leurs plus grandes écoles, des personnes comme Joseph Kasa-Vubu, Joseph Iléo, Cyrille Adoula, Joseph Mobutu, Justin Bomboko... comment expliquer l'échec criant de leurs meilleurs cadres, quand on sait que les éléments les plus dangereux, ceux-là même qui allaient conduire le pays vers le désastre du communisme avaient été écartés du pouvoir puis éliminés physiquement aussitôt après !

Ainsi en avaient décidé les 14 puissances impérialistes signataires de la charte de l'impérialisme de 1885, dans une des capitales du monde : « le Congo, propriété privée des impérialistes, ne peut en aucun cas avoir des nationalistes patriotes en son sein. Il doit être maintenu dans la misère, la division, la guerre, la confusion et l'anarchie pour mieux l'exploiter et le piller ». C'est exactement le schéma en vigueur dans notre pays.

Les Congolais, traîtres à la nation, ceux-là qui tuent et assassinent de dignes fils du Congo, pour leur dévouement à la cause du Congo et de son peuple, doivent savoir que leur sort est

d'avance joué, que même leurs propres maîtres en Occident se moquent d'eux.

Les dignes fils du Congo cités plus haut doivent être fiers, car tôt ou tard, leur sang aura crié vengeance et le Congo, terre de leurs ancêtres, sera réellement libéré. Ainsi, même tardivement, l'implacable jugement définitif et irréversible de l'histoire les rétablira dans leur droit.

LE PROCES FICTIF DE PIERRE MULELE

Pouvait-on dans un Congo inféodé à l'impérialisme occidental, s'attendre à un procès plus équitable en faveur de Pierre Mulele, un patriote, un nationaliste et un ennemi acharné de impérialisme ? Comment pouvait-on imaginé pareil jugement au Congo ? Ses compairs, Patrice Lumumba, Maurice Mpolo, Joseph Okito, Guillaume Lubaya etc., la liste est très longue des patriotes congolais assassinés bien avant Mulele, avaient-ils été jugés ? Où est ce tribunal ? Qui en étaient les juges ? Quand avait-il eu lieu ?

La mort de Mulele signe la fin d'un rêve pour un individu et non celle d'un espoir pour tout un peuple. Des Mulele, le sol de nos ancêtres en engendrera encore et à foison.

CONCLUSION GENERALE

CE LIVRE, Pierre Mulele et la révolution au Kwilu en RD Congo, est un témoignage de Théophile Bula-Bula, un homme qui connut Pierre Mulele au banc de l'école moyenne de Leverville, alors que Mulele n'avait que 15 ans. Déjà à cet âge, son comportement n'était pas celui du commun des élèves c.à.d. aligné à celui des prêtres blancs. Il le revit à l'école supérieure de Yaseke-Alberta, toujours aussi curieux et se posant tant de questions. Par la suite, il le suivit au maquis et en devint un des ses lieutenants.

A la fin du maquis, il le revit une fois de plus. Mais, cette fois-ci, à Kinshasa, dans le filet de ses pires ennemis. Pendant quelques jours, Mulele fut gardé dans la résidence de Bomboko, le ministre des affaires étrangères de l'époque, une véritable prison dorée. De là, il sera transféré au camp Kokolo où il sera exécuté de la manière la plus atroce.

Ce livre présente aussi les pensées de ce militant de la justice et de la liberté. Ancien ministre de l'éducation nationale, Mulele aurait pu, comme tant d'autres, mené un combat individuel pour se maintenir dans le gouvernement. Mais, la clairvoyance et le sens de l'équité qu'avait ce, peut-être, Robin de bois congolais, étaient tels qu'il préfèra se mettre du côté des déshérités et ainsi mené le juste combat.

Le maquis du Kwilu ne fut pas qu'une guérilla armée, mais une véritable école d'éducation civique et politique. Une école où le pragmatisme de l'enseignement, donné pourtant par une élite pas

très qualifiée, amena tout un peuple, au départ sans formation politique, à se ranger derrière un même idéal, la libération totale et sans condition du Congo et de son peuple.

Les idées sont des forces invisibles qu'émettent certains esprits forts. Elles ne peuvent donc être vaincues par des forces visibles. Le visible ne peut pas combattre l'invisible. Mulele a eu à émettre ses idées fortes centrées sur la libération totale du peuple congolais. Il a été certes tué, mais ses idées continueront à nous sillonner, à toquer à la porte de chacun de nous jusqu'à ce qu'elles trouvent son accomplissement.

TABLE DES MATIÈRES

Dédicace	7
Remerciements	9
Introduction générale	11
Chapitre 1	
La vie de Pierre Mulele avant d'entrer au maquis	13
Chapitre 2	
Le maquis du Kwilu	23
Chapitre 3	
La sortie du maquis.....	71
Chapitre 4	
L'arrestation de Pierre Mulele	83
Conclusion générale.....	95

L'HARMATTAN, ITALIA

Via Degli Artisti 15 ; 10124 Torino

L'HARMATTAN HONGRIE

Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

L'HARMATTAN BURKINA FASO

Rue 15.167 Route du Pô Patte d'oie
12 BP 226 Ouagadougou 12
(00226) 76 59 79 86

ESPACE L'HARMATTAN KINSHASA

Faculté des Sciences Sociales,
Politiques et Administratives
BP243, KIN XI ; Université de Kinshasa

L'HARMATTAN GUINÉE

Almamy Rue KA 028 en face du restaurant le cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE

M. Etien N'dah Ahmon
Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31

L'HARMATTAN MAURITANIE

Espace El Kettab du livre francophone
N° 472 avenue Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN CAMEROUN

Immeuble Olympia face à la Camair
BP 11486 Yaoundé
(237) 458.67.00/976.61.66
harmattancam@yahoo.fr

L'HARMATTAN SÉNÉGAL

« Villa Rose », rue de Diourbel X G, Point E
BP 45034 Dakar FANN
(00221) 33 825 98 58 / 77 242 25 08
senharmattan@gmail.com